

Aujourd'hui la Turquie



Istanbul - Paris - Ankara - Genève - Izmir - Bruxelles - Antalya - Montréal

2 YTL - 1,30 euro

N° ISSN : 1305-6476

Le journal francophone de la Turquie - numéro 13-14, Mai - Juin 2006

Un accès facile vers le monde entier: GeoPostYurtiçi...



www.geopostyurtici.com.tr



Enseignement supérieur



Süheyl Batum

La mission d'une université, dans un pays comme la Turquie, ne doit pas se résumer à un enseignement de qualité....

Page 11

Chanteuse à succès



Nilüfer

Désormais à la place d'un album, les chanteurs vont faire une chanson et la soumettre directement à la vente sur Internet ...

Page 16

Lettre au Président



CCFT

La chambre de commerce française en Turquie a adressé une lettre au Président Jacques Chirac...

Page 2

Le gouvernement et le peuple français vont changer d'avis sur la question de la Turquie

Hüseyin Latif, s'est entretenu avec le 9^e Président de la république de la Turquie, Süleyman Demirel, homme politique influent, ami de la France et de son Président Jacques Chirac.



de la zone sud de Chypre à l'U.E., en tant que représentante de Chypre, a rendu la situation encore plus difficile. Auprès de l'opinion publique et des Turcs de Chypre, la Turquie a fait des promesses à Chypre. Elle ne peut pas y renoncer. Tout d'abord il revient à la Turquie d'assurer la sécurité des Turcs musulmans vivant sur cette île. Le dispositif international n'a pas suffi à assurer cette sécurité vitale.

Hüseyin Latif : Si vous le permettez, parlons tout d'abord de la politique extérieure. J'aimerais vous entendre sur la nature des dernières évolutions à Chypre. Quelle importance revêt Chypre pour la Turquie ? Quelle est la vision de la Turquie à ce propos ? Est-ce que nous allons abandonner Chypre ?

Süleyman Demirel : La question n'est pas de savoir si nous donnons Chypre ou non. Il n'est pas toujours possible de prévoir les tenants et les aboutissants des événements

politiques en Turquie. La plupart du temps, les différends se résolvent grâce aux négociations, ce qui nous oblige à être patients. Il faut user de toutes les possibilités qu'offre l'outil diplomatique et tirer parti de la conjoncture mondiale. Ce problème est réel et existe depuis des années sur la scène diplomatique internationale. Et l'adhésion

Il ne faudrait pas faire un retour en arrière et revenir à la situation en cours dans les années 60 - 70.

Il y a deux peuples à Chypre, ce fait est indéniable. Il est impossible de former un seul peuple. Un peuple chypriote unique

(lire la suite pages 4-5)

Rue Güniz

Ce matin-là, en prenant place à bord de l'avion, j'ai ressenti une vive excitation. J'allais interviewer Süleyman Demirel, neuvième président de la République de Turquie, j'étais nerveux. Notre coordinateur général de la publication ayant soudainement attrapé la grippe, j'appréhendais



*Hüseyin Latif

(lire la suite page 10)



Bizimavrupa Yayınları
(+90) 216 550 22 50



cecilia bartoliprobita

(page 14)

Encore le Moyen-Orient



*Haydar Çakmak

Il ne se passe pas un jour sans que la situation au Moyen-Orient n'évolue de manière significative. Après les élections palestiniennes, les élections en Israël, la visite de Hamas en Turquie puis les nouvelles tournures des événements liés à la politique existante de l'énergie atomique et/ou de la bombe atomique

(lire la suite page 12)

La fin du pétrole est annoncée... Et celle de la démocratie ?

L'administration de Washington a tout d'abord occupé l'Afghanistan, pays détenteur du corridor du gaz, et ensuite l'Irak qui possède une des plus grandes réserves de pétrole au monde. Et maintenant, les yeux sont rivés sur l'Iran, un autre pays voisin. En bref, jusqu'à aujourd'hui, les présidents américains ont appliqué leur stratégie, c'est-à-dire les promesses d'un pétrole facile à extraire, dit pétrole conventionnel, et bon marché, faites aux Américains s'installant au Moyen-Orient, avec ou sans armes.

Il ne fait aucun doute qu'aucune source d'énergie jusqu'à présent n'a autant fait partie de la vie de l'homme que le pétrole. Et il n'y a également aucun doute sur le fait que le pétrole est, à l'heure actuelle, toujours irremplaçable. Aujourd'hui, le pétrole constitue environ 40 % de la consommation de sources d'énergie primaires, ce qui le hisse au rang d'énergie la plus utilisée au monde. Un milliard de barils de pétrole sont consommés tous les douze jours à travers le monde. La production mondiale de pétrole

raffiné journalière s'élève à 84 millions de barils, dont la moitié est utilisée par le secteur des transports. D'après les estimations, la consommation de pétrole va doubler dans les 20 ou 25 années à venir... Selon les déclarations des compagnies pétrolières,

(lire la suite page 6)



Les Turcs et la France

Depuis toujours la France fait rêver les Turcs. Il y a peu de temps encore, à l'annonce que vous êtes français, la première réaction était « Oh, Paris, les Champs-Élysées, la Tour Eiffel, quelle belle ville ... ». Mais cette image fantastique de la France est en train de changer. Actuellement, la France ne fait plus rêver les Turcs, bien au contraire. L'évocation de la France suscite chez les Turcs une réaction de déception et d'incompréhension. Un récent sondage a révélé que les jeunes universitaires considèrent la France comme un obstacle à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. Ainsi, dans mes rencontres avec les Turcs, j'entends de plus en plus, « Les Français ne veulent pas de nous en Europe. »



*Mireille Sadège

(lire la suite page 2)

Espoirs et incertitudes du nouveau partenariat transatlantique



*Barthélémy Courmont

Depuis la réélection de George W. Bush, le ton a changé entre les alliés transatlantiques, Washington se montrant plus à l'écoute de ses partenaires, et les Européens se montrant moins catégoriques. Mais derrière cette évolution louable subsistent les raisons qui expliquèrent la rupture de 2003, et pourraient à l'avenir provoquer une nouvelle crise transatlantique, avec en toile de fond les difficultés à définir la place de l'OTAN et de la PESD. Derrière l'optimisme de la reprise du dialogue entre les Alliés, se cacheraient ainsi de profondes divergences sur les questions stratégiques. Le second mandat du président républicain a pris une nouvelle tournure dans la relation avec les partenaires européens. Il a même déclaré 2005 année du partenariat transatlantique après s'être rendu sur le vieux continent quelques jours seulement après avoir prêté serment, et les visites de Condoleezza Rice en Europe ont confirmé le désir de Washington de se rapprocher de ses alliés. Comment expliquer ce revirement, et quelle peut être sa portée ? La politique plus « européenne » de Bush est le résultat pragmatique d'une impasse dans laquelle se sont engagés les États-Unis depuis deux ans. En effet, comme de nombreux élus, républicains autant que démocrates, l'ont martelé dans les premiers mois de la nouvelle administration, la priorité de la politique étrangère américaine doit être de



restaurer l'image de Washington dans le monde, fortement mise à mal consécutivement à l'aventure irakienne. Condoleezza Rice l'a parfaitement compris et sa visite en Europe en novembre 2005 a confirmé le désir de Washington de se rapprocher de ses alliés traditionnels. Ce réalisme de Washington, s'il est louable et surtout préférable à l'influence idéologique qui avait empoisonné les relations avec les Européens au cours du premier mandat Bush, ne doit ainsi pas être perçu comme un mea culpa, mais plutôt comme une nécessité. Pour les alliés européens de Washington, deux leçons importantes sont à retenir des orientations prises par l'administration Bush II. D'une part, même si le choix du président américain de se tourner vers ses partenaires européens s'est fait par nécessité plus que par choix, il convient de saluer le retour d'une vision réaliste des relations internationales et la mise à l'écart d'une idéologie qui avait empoisonné les relations transatlantiques au cours des quatre années précédentes. À cet égard, les initiatives de Condoleezza Rice doivent être suivies et approuvées par les partenaires européens, lesquels marqueront en retour leur attachement aux valeurs transatlantiques. La balle est désormais dans le camp des Européens qui devront de toute façon, qu'ils s'en réjouissent ou non, s'accommoder d'une administration républicaine au moins jusqu'en janvier 2009. D'autre part, il serait illusoire de croire que les néoconservateurs ont totalement disparu du paysage politique et intellectuel améri-

cain. Leur reconversion, si elle marque un virage avec les fonctions qu'ils occupèrent pendant la première administration Bush, consacre également leur présence à des niveaux élevés de décision. La reconversion des idéologues de Washington ouvre de nouvelles perspectives pour le conservatisme aux États-Unis et consacre dans le même temps l'idée selon laquelle les théories néoconservatrices, si elles sont hautement critiquables sur les questions de défense, n'en sont pas moins constructives sur d'autres aspects, comme l'aide au développement. Derrière ces enseignements, les Européens doivent également prendre la mesure des changements durables de la relation de Washington avec ses alliés. « Make no mistake », pourrait dire George W. Bush à ses partenaires. Il ne faudrait pas en effet que les alliés européens de Washington espèrent un retour à une situation qualifiée de postguerre froide, dans laquelle les États-Unis s'étaient montrés attentifs aux besoins des Européens, malgré les critiques des conservateurs du Congrès sur le thème du burdensharing et du déséquilibre capacitairé considérable au sein de structures de défense comme l'OTAN. Les attentats du 11 septembre 2001 et l'opération Liberté en Irak ont marqué l'entrée dans un monde « postpostguerre froide » qui exclut définitivement un engagement automatique des États-Unis aux côtés des Européens, en vertu du principe selon lequel Washington serait une puissance européenne. Le réalisme de Washington est marqué par la prise de conscience que quelque chose a durablement changé et que les Européens

devront s'en accommoder. À l'avenir, les opérations extérieures des États-Unis seront, à des niveaux variables et en fonction des circonstances, assurées par des coalitions plus que par des structures de type OTAN. Ne pas prendre la mesure de tels changements côté européen serait une grave erreur, qu'une hypothétique crise sécuritaire touchant directement les intérêts européens, et dans une largement moindre mesure américains, ne ferait que confirmer.

À l'avenir, les opérations extérieures des États-Unis seront assurées par des coalitions plus que par des structures de type OTAN.

Les perspectives de dialogue entre Américains et Européens semblent plus optimistes. Reste simplement à savoir si derrière les bonnes intentions de Washington, le douloureux souvenir de la fracture « vieille » et « nouvelle » Europe ne point pas à l'horizon. Sur cette question, Condoleezza Rice se montre pragmatique en tendant la main aux États d'Europe centrale et orientale (la Pologne, la Roumanie et l'Ukraine en tête, mais la Bulgarie est également concernée, avec la perspective d'un redéploiement stratégique américain dans la région), mais sans tourner le dos aux alliés traditionnels. Le réalisme des conservateurs n'exclut pas les nouveaux partenariats et, là encore, il serait illusoire côté européen de rêver à la pérennité de Washington comme puissance européenne, c'est-à-dire acceptant d'assumer l'essentiel du fardeau tout en partageant avec ses partenaires les choix politico-stratégiques. Les coalitions de circonstance, s'adaptant aux doléances des alliés de Washington, semblent ainsi promises au plus bel avenir.

*Barthélémy Courmont
Chercheur à l'IRIS

Les Turcs et la France

(Suite de la page 1)

Il est bien triste de constater ce changement d'attitude. D'autant plus qu'il ne s'agit pas de la position des politiciens mais de celle de la population qu'on rencontre ici ou là. Je me suis alors posé la question : bien que l'opinion publique de nombreux pays de l'UE soit contre l'adhésion de la Turquie à l'Europe, pourquoi les Turcs se sentent-ils davantage déçus par la position des Français ? La réponse m'a été donnée par des Turcs : « Nous avons toujours considéré la France comme proche de nous, elle était traditionnellement favorable à notre adhésion à l'UE. Et voilà que soudain, nous découvrons une France hostile à ce projet. Pire encore, l'hostilité affichée dans l'opinion publique en France porte davantage sur le fait que nous soyons turcs plutôt que sur de véritables arguments portant sur la candidature de la Turquie. » La question à se poser est alors : les Français connaissent-ils réellement les enjeux d'un élargissement de l'Union à la Turquie ? Le dernier élargissement de l'Union, en déplaçant l'équilibre vers les pays Anglo-Saxons, a affaibli la position de la France, alors qu'une adhésion de la Turquie ne pourrait que la renforcer.

Lettre au Président



Monsieur Jacques CHIRAC
Président de la République Française
Palais de l'Élysée
55, Rue du Faubourg Saint-Honoré
75180 Paris

Istanbul, le 8 Mai 2006

Monsieur le Président,

Nous, Président, Présidents d'Honneur, Vice-Président, Administrateurs, Contrôleurs et Membres de l'Association Commerciale TURQUIE-FRANCE (Chambre de Commerce Française en TURQUIE) avons conscience de ce que la sphère d'activité et de compétence de notre Chambre, fondée en 1885 et forte aujourd'hui de 430 membres, est avant tout celle des échanges économiques et commerciaux entre la FRANCE et la TURQUIE.

Depuis 1986, vous le savez, ces échanges ont connu un essor sans précédent, amenant près de 250 sociétés françaises à établir des filiales industrielles et commerciales en TURQUIE, où elles emploient aujourd'hui plus de 45.000 salariés.

Nous ne saurions oublier, cependant, de replacer cette évolution dans le contexte des relations privilégiées que la FRANCE et la TURQUIE ont nouées dans les domaines politique, diplomatique et culturel.

Elle ne saurait non plus être appréhendée sans rappeler la grande sympathie et la véritable amitié que le peuple turc porte à la FRANCE, et qui se traduit notamment dans la vitalité de la Francophonie en TURQUIE.

Le 18 Janvier 2001, les membres de notre Chambre avaient eu la très vive déception de voir adopter par 28 députés français un Projet de Loi portant un

jugement unilatéral sur des événements intervenus 91 années auparavant, sous l'Empire Ottoman et pendant la première guerre mondiale, constituant un drame qui s'inscrit dans les pages les plus sombres de l'Humanité et qui, très certainement, relève de l'Histoire et des historiens et non pas de la Représentation Nationale d'un pays ami.

Le 18 Mai prochain, l'Assemblée Nationale Française sera amenée à se prononcer sur un nouveau projet de loi, donnant cette fois une dimension pénale très lourde au texte de Loi précédent.

Nous nous permettons de venir ici attirer votre attention sur cette question, tout en sollicitant votre intervention afin d'éviter qu'une telle mesure, qui serait perçue par l'ensemble de la Nation Turque comme un acte inacceptable et hostile, ne vienne occasionner un préjudice irréversible et durable au dialogue si fructueux ouvert dans tous les domaines entre la FRANCE et la TURQUIE, et au développement duquel notre Chambre a, à son niveau, l'honneur et la fierté de contribuer.

Dans cette attente, nous vous prions d'accepter, Monsieur le Président de la République, avec l'expression de notre plus vive inquiétude, celle de nos plus respectueuses salutations.

Yves-Marie LAOUËNAN
Président
Prof. Dr. Ali BOZER
Président d'Honneur
Ancien Ministre des Affaires Étrangères
Ancien Vice Premier Ministre

Esref HAMAMCIOĞLU
Vice-Président

M. Şahap KOCATOPCU
Président d'Honneur
Ancien Ministre de l'Industrie

M. Berat AKERMAN
Président d'Honneur

Les Administrateurs :

Mme Şebnem AKERMAN, M. Alain GABILLET, Mme Zeynep NECİPOĞLU, M. Jean-Michel PATALANO
M. Ali BAŞMAN, M. Pierre BECK, M. Leon ÇOŞKUN, M. Didier HAMEL, M. Nihat KARAKÖSE

Les Contrôleurs :

M. Didier CAILLIAU, M. Ercüment ERDEM, M. Nedim KARAKO
M. Ferruh ÖREN, M. Macit SÖYLEMEZ, Mme Bettina STRUB

Müjdat Gezen : un maître talentueux, généreux et exigeant



Müjdat Gezen

Müjdat Gezen est une figure emblématique et incontournable du théâtre turc. Il nous ouvre les portes de son école, qu'il a fondée en 1991, pour nous parler du théâtre, de l'art, de son pays et de notre époque.

De nos jours, en Turquie comme ailleurs, les jeunes acteurs semblent vouloir utiliser leur talent et leur énergie pour gagner de l'argent sans faire trop d'efforts. S'il est vrai que l'art ne peut pas exister sans effort, où ce paradoxe nous mènera-t-il ?

Cette façon de voir a été imposée de manière systématique en Turquie, particulièrement après le 12 septembre 1980. L'idée de s'enrichir facilement allant de pair avec une opinion préconçue qui avance que « Nos fonctionnaires savent tirer leur épingle du jeu, nos jeunes sont éveillés, nos citoyens sont intelligents », a été répandue par le biais de la télévision et des médias. Autrement dit, ce n'est pas une situation qui sort de nulle part. C'est pourquoi la notion de sacrifice est restée au second plan. Mais ce n'est pas le cas dans notre école. Les jeunes viennent ici pour recevoir une formation qui dure 4 ans. Nous ne délivrons pas de diplôme universitaire. En dépit de cela, les jeunes font preuve de sacrifice dans leur travail.

À quel point les médias visuels, notamment la télévision, comptent-ils pour l'art ?

L'art est composé de sept branches ; la littérature, la peinture, la sculpture, le cinéma, la musique, la photographie, le théâtre... Tout le monde est d'accord sur ce point mais, à notre époque, on commence à percevoir cette classification différemment. L'art est quelque chose qui se renouvelle et on ne peut pas rester statique face à ce renouvellement. Toutefois, l'art télévisuel en tant que tel n'existe pas. La télévision reste un outil de divertissement. Si vous faites quelque chose d'intéressant à la télévision, on peut dire « Ah c'est très artistique ». Un film d'art ne perd pas ses qualités artistiques parce qu'il passe à la télé. Je voudrais

tout de suite rajouter ceci : heureusement que la télévision existe. Elle rend énormément service à mon métier car si la télévision n'existait pas, et si autant d'acteurs n'avaient pas la possibilité de travailler pour la télévision, ils se seraient retrouvés dans une situation financière autrement plus difficile. La plupart des comédiens s'en sortent grâce aux séries télévisées. Les comédiens qui ont des rôles dans ces séries gagnent de l'argent et peuvent ainsi continuer

à faire du théâtre.

Que faut-il faire pour connaître un succès international ? Pourquoi n'arrivons-nous pas à former un comédien connu dans le monde entier ?

La langue compte pour acquérir un succès international dans ce métier. La langue turque n'est pas parlée partout à travers le monde. Pour autant, nos comédiens n'ont rien à envier aux comédiens étrangers. Qui plus est, nous avons aussi des comédiens qui jouent en langue anglaise à l'étranger, et qui sont couronnés de succès. Par exemple, Ali Poyrazoglu joue aux États-Unis et en Angleterre. Yıldız Kenter et Müşfik Kenter ont eux aussi joué à l'étranger, ainsi que Genco Erkal. Mais la voie de la reconnaissance internationale pour un acteur, passe par le cinéma, non par le théâtre, car le cinéma a vraiment un caractère universel. Un film à petit budget peut être projeté sur les écrans du monde entier grâce au sous-titrage. La même chose n'existe pas au théâtre. Les représentations ont lieu dans des salles de 250 à 300 places, au mieux 800 places. Si l'on décide d'aller jouer, par exemple, au Canada, mais que la pièce est en turc... Pour qui va-t-on jouer ? Pour les Turcs de là-bas et c'est tout. J'ai joué en Suède, en Allemagne, en Australie pour les Turcs qui vivaient dans ces pays, j'ai joué en turc. Ce travail ne peut pas être qualifié d'universel. Au cinéma, par contre, c'est possible. On peut comme exemple citer les films de Yılmaz Güney qui, à une époque, étaient projetés sur les écrans du monde entier.

Quelle est l'importance du talent dans ce métier, est-ce que le talent seul peut suffire ?

Trois facteurs élémentaires sont indispensables : le talent, la formation et un travail acharné. L'un ne va pas sans l'autre. Pour exercer ce métier, il faut aussi rassembler trois éléments : d'abord les comédiens, deuxièmement les spectateurs et, enfin, les œuvres théâtrales.

Apparemment, vous avez cédé la propriété de votre école à vos élèves...

Un jour, j'ai été spectateur d'une scène très douloureuse à la télévision. Özdemir Sabancı, le frère de Sakıp Sabancı, a été

assassiné. Cet homme faisait partie des cent plus grandes fortunes du monde. En Turquie, il occupait soit la première, soit la deuxième position parmi les citoyens les plus riches. À côté de fortunes aussi colossales, mon nom n'apparaîtrait même pas à la millionième place du classement. Je me suis dit : « Même l'homme le plus riche n'emporte rien avec lui. Cela veut dire qu'un lincoln n'a pas de poches. » J'ai donc tiré au sort le nom de 10 élèves. Je voulais que ma femme possède des parts aussi. Mes élèves vont prendre la relève. Ils ne peuvent pas vendre les murs de l'école, ne peuvent pas la céder, ne peuvent pas changer son nom, ne peuvent pas la louer ni s'en servir pour d'autres fonctions. À la place d'un bien, je leur ai transmis une sacrée responsabilité.

Est-ce que vous pouvez nous parler de l'évolution culturelle en Turquie ?

Il ne faut pas prendre les choses de manière isolée dans un pays. Autrement dit, la condition de l'art est semblable à celle de l'économie, de la médecine, du sport, de l'industrie, de la physique... Il n'y a pas d'écart démesuré entre tout ça. Par exemple, l'industrie du cinéma est développée aux États-Unis, mais cette évolution touche beaucoup d'autres domaines et nous pouvons citer 20 autres secteurs dans lesquels ils sont en avance. Chez nous tout va de travers. La démocratie, les relations humaines, la culture, l'art, l'économie,

l'industrie, tout est approximatif, mais cela ne va pas durer ainsi. Il y a 50 ans, c'était encore plus imparfait. En d'autres termes, l'évolution est inéluctable. Vous ne pouvez pas vous arrêter alors que le monde autour de vous poursuit sa course. Si le monde entier communique avec le portable, vous ne pouvez pas vous en passer. En Afghanistan, les routes ne sont peut-être pas goudronnées mais, là-bas aussi, on utilise le portable pour communiquer.

Dernièrement, j'ai vu une publicité très surprenante. Un Japonais sort quelque chose de sa poche, et dit : « C'est un nouveau téléphone portable, c'est nous qui l'avons mis au point. » Un Américain sort un portable de l'épaisseur d'une feuille de papier et dit : « Nous l'avons inventé. » Et le Turc répond : « Ce n'est rien que tout ça ; savez-vous ce que nous, nous avons découvert ? » Il compose alors un numéro de téléphone et appelle une banque. Il a découvert comment obtenir un prêt en quelques minutes. Il n'y a vraiment pas là de quoi se vanter, c'est déplorable, au contraire. Et nous, nous sommes fiers de voir cette publicité à la télévision. L'Américain l'invente, le Japonais le perfectionne, le Turc paye pour l'avoir et il explique comment faire pour obtenir un prêt. Y a-t-il là matière à être fier et à se vanter ?

Propos recueillis par Bilge Demirkazan, journaliste

VIVRE SANS FRONTIÈRES

la maison coloniale

MEUBLES, SOFAS, OBJETS DU MONDE ENTIER

Le canapé "Jonque" est ici présenté devant un mur de coffres tibétains anciens.

Canapé "Jonque" : 4.889 YTL
Coffres Tibétains : 596 YTL
(PRIX IDENTIQUES A LA FRANCE)

Maçka Caddesi Polat Saray Apt. No: 79/5 Maçka 34367 İstanbul - TÜRKİYE
Tel : 0 212 247 22 57 - 246 37 60 Fax : 0 212 296 25 87
e-mail : maisoncolonialeist@yahoo.co.uk

DROIT À L'ÉVASION ?

oui!

dans votre agence de voyages ou www.marmara.com
0892 161 161

Turquie Week-end Happy Istanbul***

229€*

2 nuits en petit déjeuner, vols inclus !

Marmara
Droit au voyage

Le gouvernement et le peuple français vont changer d'avis sur la question de la Turquie

(Suite de la page 1)

n'existe pas. Les solutions obligeant ces personnes à vivre ensemble ne servent à rien. Ils ont constitué un État partagé composé de deux peuples distincts, et cela non plus n'a pas été viable. Cela signifie que la solution n'est ni une Chypre unifiée, ni un État partagé. La solution peut être de mettre en place un statut où Chypre du Nord et Chypre du Sud pourraient s'autogérer et vivre chacune de son propre côté. Tôt ou tard, il faudra en venir là. Il faudra deux États, qui pourront créer une sorte de confédération entre eux. Mais il est impossible de fonder un État chypriote qui repose sur un peuple unique. Cet événement doit se solder par la reconnaissance de la zone Nord de Chypre.

Aujourd'hui, cette question se situe dans un vide politique. Mais le peuple turc ne peut pas abandonner une question qu'il suit depuis des années. Il faut arriver à un dénouement intelligent, juste, durable, qui assure la sécurité et les intérêts des parties en présence. Ce dénouement pouvait avoir lieu en préservant la Constitution de Chypre telle qu'elle est à l'heure actuelle, avec deux peuples distincts. C'est l'inverse qui est fait en ce moment.

De toute façon, en reconnaissant la Chypre du Sud en tant que représentante de Chypre tout entière, en intégrant une Chypre qui connaissait déjà de nombreux problèmes, c'est l'Union européenne elle-même qui a fait de Chypre une question insoluble. Et cette question ne doit en aucun cas intervenir dans le processus d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. L'adhésion pleine et entière à l'Union européenne de la Turquie est problématique. Cependant, Chypre ne figure pas parmi ces problèmes auprès des peuples. En d'autres termes, les peuples européens ne rejettent pas la Turquie parce que la question chypriote n'a pas été résolue. Ils rejettent la Turquie parce c'est la Turquie. Quelle que soit la manière dont nous agissons pour résoudre cette question, les peuples européens vont tout de même contester, parce que c'est la Turquie. C'est pourquoi un raisonnement tel que « Nous pourrions faire toutes les concessions possibles concernant cette question et, ainsi, nous rapprocher de l'Europe » ou bien « Nous avons fait cela pour nous rapprocher de l'Europe. » est un raisonnement erroné. La question de l'Union européenne doit être considérée de manière indépendante. La Turquie ne peut pas enlever à la question chypriote son statut de question nationale.

Monsieur le président, parlons un peu de la traditionnelle amitié entre les États-Unis et la Turquie. Dans ce cadre, comment qualifieriez-vous le projet de Grand Moyen-Orient des États-Unis et la situation en Irak ?

La traditionnelle amitié turco-américaine a été entamée. Cette amitié était très importante. Elle reposait sur des intérêts communs, sur le respect et la confiance mutuelle. De toute façon, une amitié où l'un des ces trois éléments viendrait à manquer

ne pourrait pas être durable. Après 1945, les relations entre la Turquie et les États-Unis ont été établies à des moments favorables et se sont consolidées avec fidélité. La Turquie a accompli ce qui lui incombait, avec honnêteté. Et les États-Unis ont largement tenu les engagements qu'ils avaient envers la Turquie. Ces relations ont été bénéfiques pour les intérêts nationaux de ces deux pays.

Les États-Unis sont venus eux-mêmes en aide à la Turquie lorsqu'elle avait des difficultés sur le plan financier, voire ont fait fonctionner les organisations se trouvant sous leur autorité ou leur influence. Les États-Unis ont continué à entretenir de bonnes relations avec la Turquie après son adhésion à l'Otan. En d'autres termes, les États-Unis ont souvent été aux côtés de la Turquie dans les moments où elle se sentait isolée. Et pendant la période de la guerre froide, la Turquie a toujours rempli sa mission avec fidélité, en prenant des risques.

Les gouvernements changent, les amitiés perdurent. Du reste, beaucoup de gouvernements se sont succédé en Turquie et aux États-Unis, mais l'amitié est restée intacte. Après l'embargo qui a suivi la lettre de Johnson suite à la question chypriote, quelques frictions ont eu lieu. Mais nous avons réussi à les résoudre en faisant en sorte de contenir les problèmes. L'essence de cette amitié n'en a pas été affectée. Mais la question irakienne a dégradé les relations entre la Turquie et les États-Unis. La Turquie et les États-Unis n'ont pas réussi à gérer ces événements.

Est-ce que cela provient du fait qu'il y a des deux côtés des politiciens inexpérimentés ?

Cela je ne le sais pas, mais le résultat est sous nos yeux. Les États-Unis se sont peut-être trop précipités. La Turquie n'aurait pas dû s'engager pour quelque chose qu'elle ne pouvait pas accomplir. La méfiance s'est traduite par le rejet par l'Assemblée du stationnement et du transit des soldats américains. On retrouve cette méfiance entre les institutions, entre les forces militaires, entre les peuples. Un antiaméricanisme est né en Turquie. Parallèlement, aux États-Unis, s'est fait jour une méfiance à l'égard de la Turquie. C'est extrêmement négatif. Cette détérioration des relations turco-américaines ne profite ni à la Turquie ni aux États-Unis ni à la paix mondiale. Vous ne pouvez pas être sous les ordres d'une superpuissance uniquement parce que c'est une superpuissance. La politique, en réalité, c'est l'art d'assurer les intérêts nationaux. L'intérêt national est le fondement même de la politique extérieure. Est-ce qu'il vaut mieux faire perdurer une amitié qui s'est consolidée au fil des années avec une superpuissance ou bien prendre le risque de la détériorer ? On n'a sûrement pas intérêt à la détériorer. Les nouveaux acteurs mondiaux se précisent. Il s'agit de la Chine, de la Russie qui se relève et de la puissance économique de l'Union européenne, économie la plus importante au monde. L'Eurasie est le champ d'action de ces nouveaux acteurs.



La situation stratégique de la Turquie est d'une extrême importance. Les États-Unis ne doivent pas renoncer à la Turquie, et il en est de même pour la Turquie. Il est vrai que les États-Unis tentent de

remplir le vide stratégique créé par le gel des relations avec la Turquie en se rabattant sur la Bulgarie et la Roumanie. Mais malgré tout, personne ne peut sous-estimer la position de la Turquie, que ce soit dans le Caucase, en Asie centrale, dans les Balkans ou au Moyen-Orient. Il n'est pas utile de chercher des solutions de remplacement. La Turquie ne peut remplacer les États-Unis par l'Europe. L'Europe, c'est quelque chose de différent. La Turquie ne doit être l'ennemie ni de l'Europe, ni des États-Unis. Elle ne doit pas non plus être l'alliée de l'Europe et l'ennemie des États-Unis, non plus que le contraire. La Turquie doit être alliée à l'Europe et aussi aux États-Unis. D'ailleurs, l'Europe et les États-Unis ne peuvent pas renoncer l'un à l'autre. C'est l'affaire de l'Atlantique. Les deux rives de l'Atlantique ne peuvent pas se tourner le dos. À présent, la Turquie doit régler sa politique à venir en la tenant à un niveau plus élevé, avec plus de sang-froid, de manière à protéger ses intérêts nationaux.

Je voudrais connaître aussi votre regard sur le projet du Grand Moyen-Orient.

Le projet du Grand Moyen-Orient est un projet très délicat. Cela constituerait un avantage considérable pour la paix locale

et mondiale que la démocratie s'étende à tous ces pays, que la liberté, les droits de l'homme, ainsi que l'économie de marché se propagent dans cette région du monde. Cependant, si nous prenons en considération le mode de gestion actuel de ces pays, nous voyons qu'il est impossible de leur imposer la démocratie. Ils sont dans l'obligation de faire surgir la démocratie de l'intérieur. Si des États tiers tentaient de la leur imposer, cela voudrait dire que l'on se mêle de leurs affaires. Du reste, on a vu les États-Unis s'embourber en Irak. Ils sont allés en Irak pour établir la démocratie et, s'ils quittent ce pays dans cet état de division, à feu et à sang, le projet du Grand Moyen-Orient n'a aucune chance d'aboutir. Ce projet repose sur de bonnes intentions, personne ne peut le nier. Mais il est question d'États indépendants. Quelque superpuissance que vous soyez, il n'y a pas de petits ou de grands États, ils sont tous égaux. S'ils décident eux-mêmes de leurs propres intérêts, il n'y a rien de plus naturel que de les soutenir dans cette voie.

Monsieur le président, vous savez que l'Iran a des activités nucléaires qu'il affirme être de nature civile et qui, selon les Américains, seraient d'ordre militaire. Une bombe nucléaire fabriquée en Iran représenterait-elle un vrai danger pour la Turquie ?

La fabrication d'une arme nucléaire dans un pays proche de la Turquie serait préjudiciable à la Turquie comme ça le serait au reste du monde. Le fait que les Iraniens di-

sent qu'ils ne s'en « serviront » pas entraîne la question suivante : Alors pourquoi l'avoir fabriquée ? S'il s'agit d'une arme de défense, contre qui est-elle prévue ? À l'heure actuelle, l'Iran n'est pas en mesure de livrer une guerre nucléaire contre les États-Unis, cela n'a aucun sens, à mon avis. Si un pays voisin de la Turquie fabriquait une arme nucléaire, la Turquie se devrait de s'y opposer, quels que soient les rapports d'amitié qu'elle entretient avec celui-ci. Mais si ce pays construit une centrale nucléaire en vue d'obtenir de l'énergie électrique, civile, dans ce cas personne n'a rien à dire, car il existe 441 autres centrales en activité à travers le monde. La Turquie aussi a essayé d'en installer une, et personne ne s'en est mêlé. Il y en a en Arménie, en Bulgarie et en Roumanie.

N'avons-nous pas pris du retard pour construire une centrale nucléaire ?

Nous avons beaucoup tardé. Notre retard est considérable mais il nous a été impossible de mener ce projet à bien. La décision de construire une centrale nucléaire en Turquie était une décision importante. Certains s'y sont opposés. Moi-même, quand j'en ai eu l'occasion, je me suis orienté dans cette voie, mais cela n'a pas duré longtemps. La dernière tentative a eu lieu pendant le gouvernement de 1991. Cela n'a pas marché, et c'est resté au point mort.

Selon vous, le gouvernement actuel peut-il reprendre le dossier ?

Je pense qu'il serait bon qu'il le fasse. Cela sera soutenu en Turquie. De toute façon, nous sommes déjà en retard. Le temps qui passe ne fait que porter préjudice à ce projet. Comme vous le savez, avec la crise des énergies fossiles, le monde se tourne vers le nucléaire. Si la Turquie ne passe pas à l'énergie nucléaire, elle va se retrouver sans énergie.

Certains disent que c'est faux. On a déjà entendu dire, à l'époque du gouvernement Ecevit, « Si des centrales nucléaires ne sont pas construites, nous allons nous retrouver sans énergie dans quelques années. » Or, à présent, il y a suffisamment d'électricité.

Mais d'où provient-elle ? Actuellement, 42 % de l'électricité provient du gaz. Le combustible coûte 5 cents de l'heure, et il est produit à 10 cents. En France, cela coûte 2,5 cents. Comment la Turquie peut-elle concurrencer la France ? C'est le prix que l'on paye pour le retard que l'on a accumulé. La Turquie paye le prix de ce retard en s'appauvrissant.

Passons au processus d'adhésion à l'Union européenne...

La Turquie va devenir un membre à part entière de l'Union européenne. Les négociations d'adhésion ont débuté le 3 octobre 2005. Jusqu'à cette date, pendant 42 ans, la Turquie n'a pas perdu de vue l'objectif d'adhérer à l'Union européenne, elle a réussi à avancer en suivant cet objectif, et ceci malgré les changements dans sa propre situation et dans celle du monde. C'est le dixième gouvernement qui a signé l'accord du Marché commun en 1960. Aujourd'hui, le cinquante-neuvième gouvernement est en place. Autrement dit, quarante-neuf gouvernements se sont succédé au total, des autorités militaires ont occupé le pouvoir, mais la Turquie n'a pas renoncé à son objectif concernant l'Union européenne. Le processus qui va suivre peut durer 10 ou 15 ans, peu importe, la Turquie doit obtenir son adhésion pleine et entière. L'Union européenne ne représente pas un projet



économique pour la Turquie. Ce n'est pas un projet économique au premier degré. Il s'agit là d'un projet politique, démocratique, d'un projet concernant les droits de l'homme, l'équilibre, la sécurité. C'est l'occasion de se renouveler pour la République turque, république instaurée selon les standards européens et fondée sur le système juridique européen. C'est un combat pour élever la prospérité de son peuple au niveau européen. La Turquie ne peut pas se détourner d'une communauté dans laquelle 25 autres pays se sont unis. En réalité, l'Europe non plus ne peut tourner le dos à la Turquie. Les deux parties ont des engagements l'une envers l'autre. Lorsque la Turquie sera prête, elle va s'imprégner de l'Europe. Lorsque les 25 pays ont adhéré à l'union, aucun d'entre eux ne s'est enquis de savoir si cela nuirait à ses valeurs nationales, sa religion ou son nationalisme. Si une telle peur existait, rien ne serait possible. 77 % de la population turque est en faveur de ce projet de civilisation. C'est cela que la Turquie doit prendre en considération. Ce n'est pas dans l'intérêt de l'Europe de laisser de côté la Turquie avec laquelle elle est liée d'une manière ou d'une autre. Les peuples européens ne connaissent pas bien la Turquie. Ces gouvernements en question doivent se tourner vers leurs peuples et ils doivent leur expliquer que l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne va servir leurs intérêts. Vous signez un protocole en 1970 ; en 1989, on vous dit que votre candidature est toujours valable mais ce n'est pas encore « le bon moment » ; en 1999, on vous annonce que la candidature est acceptée ; en 2005, vous vous asseyez à la table des négociations et, à la fin de ces négociations, on s'entend dire : « Nos peuples ne vous acceptent pas. » Ce n'est pas compatible avec la culture européenne. Par conséquent, le bon sens doit prendre le dessus en Europe. C'est pourquoi la Turquie ne doit pas se démoraliser et doit parvenir, avec sang-froid et persévérance, à faire ratifier ce projet. Les intérêts nationaux de la Turquie le nécessitent.

Comme vous le savez, des leaders socialistes ont été élus à la tête de leur pays en Argentine, en Bolivie et au Chili, des pays d'Amérique latine. Des tiraillements existent entre eux et les États-Unis. D'un autre côté, les partisans de la globalisation mettent en place de nouvelles politiques. Avec le temps, quelle va être la nature des relations entre ces pays et les adversaires de la globalisation, et la politique de Bush ?

Ces facteurs ne peuvent pas déboucher sur une réelle confrontation à un niveau mondial. Lorsque nous nous tournons vers le passé, nous pouvons voir que les conflits ont surtout eu lieu en Europe. Les pays d'Amérique latine ne sont pas assez puissants pour entrer en conflit avec les États-Unis, pas plus qu'il n'existe un cadre le permettant. Des débats peuvent exister, cependant ces pays, que ce soit du point de vue économique ou du point de vue de la paix, sont dans l'obligation de bien s'entendre avec les États-Unis. En tant que grand pays de consommation, les États-Unis leur achèteront leurs matières premières. Ils leur en fourniront aussi.

D'autre part, les États-Unis se présentent comme le laboratoire du monde à l'heure actuelle. Les découvertes sont faites là-bas et sont généreusement distribuées au reste du monde. Personne ne prétend que les États-Unis vont occuper l'Amérique latine. Les divergences d'opinion ont toujours existé et la richesse, la puissance n'attirent

pas toujours la sympathie. La plupart du temps, elles attirent jalousie et hostilité. Le monde va continuer d'avancer, entre conflits et désaccords. Je ne pense pas qu'une guerre, fût-elle simplement économique, puisse avoir lieu.

Pourriez-vous aussi définir les relations entre la Turquie et la France ?

La France a toujours été une grande amie de la Turquie. C'est la France qui est à l'origine du renouveau en Europe. C'est un pays ami, extrêmement important. Lorsque j'étais président, je me suis rendu en France à plusieurs reprises, et j'étais en relation directe avec le président Chirac. Lorsqu'en 1999, la candidature de la Turquie a été acceptée à Helsinki, Chirac m'a appelé et m'a dit d'un ton réjoui « C'est bon. » Même avant Helsinki, lorsque je suis allé à Paris, il m'a dit « Si vous arrivez à positiver cette question avec les Allemands, nous franchissons l'obstacle que représente la Grèce avec l'appui de l'Allemagne. » Mais, pour des motifs indéterminés, les voix qui se sont élevées en France, au moment d'entrer dans la phase des négociations, n'étaient pas bienveillantes. Je veux dire que la France a toujours été à nos côtés. J'attendais de Jacques Chirac qu'il se tourne vers son peuple et qu'il déclare qu'il était dans l'intérêt de la France que la Turquie adhère à l'Union européenne. Il y a de grands investisseurs français en Turquie, ce qui représente un marché important pour la France. Et l'inverse est aussi vrai, mais il ne l'a pas dit. Les Français ont été influencés par les lobbys qui sont contre la Turquie.

La France, ou plus exactement l'Europe, méconnaît la Turquie. L'Europe est préoccupée par ses propres problèmes et il en est de même pour la France, qui est étouffée par la concurrence mondiale. Avec l'intégration de pays d'Europe orientale à l'Union européenne, la France s'est vue abusée par des histoires comme celle du plombier polonais qui dérange la tranquillité du plombier français. En vérité, on se plaint beaucoup de la bureaucratie bruxelloise dans l'Union européenne. Ils se sont servis du référendum pour exprimer les griefs qu'ils avaient contre leur propre administration, leur propre gouvernement, en y joignant également la Turquie. Je ne pense vraiment pas que la France va prendre des dispositions allant à l'encontre de la Turquie lorsque le moment de l'adhésion à l'Union européenne sera venu. Le gouvernement et le peuple français vont changer d'avis sur la question. Mais j'attendais cela de mon cher ami, Jacques Chirac.

Il va sans dire que la France met aussi la Turquie dans l'embarras, en raison de la question arménienne, à cause de la population arménienne vivant en France. Des monuments commémoratifs sont élevés, des prises de position ont même eu lieu à l'Assemblée nationale française. Il est contraire aux intérêts de la France de placer la Turquie d'un côté de la balance et les Arméniens de France de l'autre côté. C'est une erreur. Malgré tout cela, nous nous devons de préserver cette grande amitié qui existe entre la Turquie et la France.

Revenons à l'Union européenne ; elle a été créée par six pays et sa gestion était simple. Par la suite, elle s'est élargie. Cela ne va-t-il pas compliquer sa tâche ?



Si, cela va devenir plus compliqué. D'ailleurs, il n'existe pas aujourd'hui un projet concret sur la gestion de l'Union européenne. Mais l'Union européenne, c'est l'autre nom de la réussite. Un âge d'or a vu le jour grâce à elle. Elle a assuré la paix en Europe. C'est elle aussi qui assure un revenu de 29 000 dollars par habitant. Vous pouvez vous rendre de Lisbonne à Helsinki sans passer une seule frontière. Elle a assuré l'existence d'un marché et d'une monnaie unique. Ce qui a été fait est formidable. Ces essais ont déjà été faits en Europe par le passé. La Rome antique l'a instauré par la force. L'espace recouvert par l'Union européenne était autrefois occupé par l'État romain. Charlemagne a tenté de le faire mais il a échoué, ainsi que Napoléon. Eux avaient recours à la violence. À présent, on essaie de mettre en place une alliance basée sur le consentement. Cela a quelque peu entraîné le « Pay as you walk ». Autrement dit, plus cela fonctionne, plus on apprend et plus on avance en renforçant et en préservant cette union. Comment l'Union européenne sera-t-elle gérée dans les années à venir ? Les Nations européennes Unies vont-elles apparaître ? Ou alors y aura-t-il une assemblée des États et des peuples ? C'est ce que nous allons voir. Les conditions nécessaires à une union politique n'existent pas encore. L'union politique, la politique extérieure et les politiques liées à la défense restent encore floues. Mais l'Union européenne a réussi quelque chose de très important jusqu'ici.

Certains disent que cinq ou six pays doivent fonder une assemblée centrale des États, comme c'est le cas des Nations unies, qui prendrait en charge la gestion de l'Europe, les autres pays se retrouvant dans la position de pays

périphériques. Est-ce que les autres pays pourraient l'accepter ? Un vaste pays comme la Turquie pourrait-il l'accepter ? Une telle organisation en noyau pourrait-elle voir le jour ?

Ce n'est pas possible. Si c'était le cas, l'Union européenne serait disloquée. L'état actuel de l'union présente un intérêt. Aujourd'hui, l'Union européenne réussit quelque chose. Il n'y aurait aucun sens à vouloir absolument lui faire prendre une forme classique.

Une dislocation pourrait-elle être à l'ordre du jour ?

L'Union européenne est une grande réussite. À mon avis, les peuples européens en ont vu les bienfaits. Aujourd'hui un Allemand ne vit pas dans la crainte des Français qui, eux-mêmes, ne vivent pas en craignant les Hollandais, les Belges ou les Allemands. Le plus grand bienfait pour l'Europe, c'est la paix et la sûreté. Je ne pense pas que l'Europe détruise une chose aussi importante. À mon avis, il n'y a aucune inquiétude à avoir quant à la dislocation de l'Union européenne. De plus, est-ce qu'elle s'apprête à se disloquer juste au moment où nous allons y entrer ?

Parlons un peu d'économie. L'inflation a baissé. La nouvelle livre turque a pris de la valeur. Les



exportations augmentent. Cependant, nous voyons que certains problèmes de fond ne sont toujours pas résolus. Par exemple l'emploi, qui était également un problème de taille à l'époque de votre gouvernement.

La baisse de l'inflation est une très bonne chose. De toute façon, la Turquie ne pouvait pas avancer en se reposant sur l'inflation. C'est le meilleur moyen de ruiner un peuple. Elle crée des situations de conflit entre les gens et fait disparaître l'épargne. Ses méfaits sont innombrables. En revanche, la hausse des exportations est une bonne chose. Cependant, la hausse de la valeur de l'argent n'est pas aussi bénéfique. Le fait qu'une monnaie ait une valeur basse ou élevée n'est pas important. Ce qui importe, c'est que l'argent remplisse ses fonctions, ce qu'il ne fait pas à l'heure actuelle. La Turquie a fondé une industrie. Alors qu'elle achetait tout à l'étranger, aujourd'hui, elle produit elle-même et elle vend même à l'exportation.

Mais, la Turquie a atteint un certain plafond à la fin de l'année 2005. Elle a commencé à faire des licenciements dans le secteur du

textile. Les autres industries ont aussi commencé à ressentir un certain malaise. Et la Turquie a commencé à importer les marchandises de base au lieu de s'appliquer à les produire elle-même.

Mais la question irakienne a dégradé les relations entre la Turquie et les États-Unis.

L'industrialisation de la Turquie a subi des préjudices dus à la hausse de la valeur de l'argent. La Turquie doit maintenir, sinon développer ses exportations pour combler l'écart entre l'export et l'import. La Turquie ne pourra pas accroître le volume de ses exportations et développer son industrie avec une monnaie d'une valeur trop élevée ! **Certains parlent d'une « explosion des exportations »...**

S'il y a une différence de 40 milliards de dollars entre l'export et l'import et que vous comblez cette différence avec de l'argent chaud soumis à un fort taux d'intérêt, vous serez toujours exposé à des risques. C'est ici que c'est explosif. Les pourcentages ne mènent nulle part, c'est se mentir à soi-même. Aujourd'hui, vous comblez un déficit de 40 milliards de dollars, avec de l'argent soumis à des intérêts. Or tout ceci n'apporte rien au peuple. Si tout va vraiment si bien, pourquoi le peuple se plaint-il autant ? Pourquoi le taux du chômage ne baisse-t-il pas ? Parce que les investissements pouvant être source d'emploi ne sont pas faits. Les capitaux étrangers affluent, mais ils servent à acheter les exploitations déjà existantes. Il n'y a pas d'environnement propice à l'investissement. J'ai le sentiment, en me fiant à certaines données, qu'il est illusoire de vouloir assurer la gestion de ce pays avec des slogans, en faisant comme si tout allait bien. Ou alors, vous ne prenez aucune mesure. Il y a certains sujets qu'il faut prendre très au sérieux, et pour lesquels on doit prendre des mesures.

Monsieur le Président, je vous remercie infiniment.

Les possibles répercussions de la politique syrienne des États-Unis



*Kenan Göçer

De manière synthétique, les motivations américaines concernant le changement de régime en Syrie peuvent être définies de la sorte :

- D'un côté, aux États-Unis, la comparaison entre la guerre en Irak et au Viêt Nam, les débats sur la date à laquelle ils se retireront de cette région et l'affaiblissement du soutien de leur opinion publique en faveur de l'occupation réduisent l'éventualité d'une intervention en Syrie. D'un autre côté, en rendant ce pays responsable de leur échec, ils légitimeraient une intervention auprès de l'opinion publique. Lorsque nous recherchons les retombées politiques du retrait du Viêt Nam, nous pouvons voir que le tribut à payer pour le retrait d'Irak sera beaucoup plus lourd.

- Les États-Unis pensent qu'ils ont été vaincus au Viêt Nam car ce pays était aidé en permanence par les pays voisins et, partant, prétendent que la stabilité politique ne s'installe pas en Irak car la Syrie joue un rôle semblable. Pour les États-Unis, la Syrie cautionne la résistance en Irak, elle ne protège pas les 615 kilomètres de frontière et elle ferme les yeux sur les allées et venues. En vérité, la Syrie non seulement ne peut pas contrôler une telle frontière avec les moyens technologiques en sa possession mais, de plus, elle prend des mesures à cette frontière avec des dizaines de milliers de soldats. Malgré le fait que les rebelles transitent plus par la Jordanie et l'Arabie Saoudite au cours de leurs allées

et venues, c'est la Syrie qui est montrée du doigt. En ce qui concerne les États-Unis, cette situation repose sur des arguments tout aussi fallacieux que le prétexte des armes de destruction massive avancé avant la guerre en Irak.

- Les États-Unis demandent à la Syrie de rester neutre en ce qui concerne la question palestinienne et considèrent cette situation comme un risque pour la sécurité en Israël. Un changement de régime en Syrie signifierait aussi le renversement des équilibres installés dans le monde arabe. Ainsi, Israël serait gagnant sur de nombreux points, en ne faisant aucune concession, que ce soit pour le Golan ou sur le problème palestinien.

Les éventuelles conséquences d'un échec des États-Unis en Syrie et en Irak

Nous pouvons résumer de la manière suivante l'influence qu'aurait sur la Turquie un éventuel dénouement en Syrie :

1- Le fait que les États-Unis agissent au Moyen-Orient comme « un éléphant dans un magasin de porcelaine » renforce l'action des mouvements islamistes.

2- Malgré tout, la Syrie est en position de leader des pays arabes. Un morcellement intervenant en Syrie affecterait le monde arabe dans son ensemble. Si l'on prend en compte l'ampleur du renforcement des

mouvements islamistes radicaux après la guerre en Irak, les tendances déjà existantes vont consolider l'ensemble du terrorisme mondial, particulièrement en Turquie.

3- La pression américaine exercée sur la Turquie et la Syrie va s'intensifier suite au rapport de la commission d'enquête des Nations unies sur l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais Rafiq Hariri. Si le régime en place change, une nouvelle administration proaméricaine ou alors une administration islamiste incontrôlée vont être source de nouveaux problèmes pour la Turquie.

4- Les grands groupes financiers internationaux sont tout-puissants pour agir sur l'équilibre macroéconomique en Turquie, ce qui va empêcher le pays de mettre en place des stratégies de transformation pour tirer parti d'une structuration politique nouvelle pouvant s'installer au Moyen-Orient. C'est donc la Turquie qui paiera le prix du moindre désordre dans cette région.

Le moindre changement touchant au régime de la Syrie ou de l'Irak, résultant d'une crise économique susceptible de se produire aux États-Unis et de la pression de l'opinion publique, pourra déboucher sur la perte du contrôle exercé sur cette région, comme on l'a déjà vu au Viêt Nam. Cela peut tout à

fait conduire à l'émergence de nouveaux facteurs dans le leadership des groupes radicaux chiites et sunnites. Dans ce contexte, d'une part la volonté d'un pouvoir islamiste radical, en particulier en Irak, d'exporter son régime comme un modèle vers d'autres pays musulmans et, d'autre part, la politique de punition vis-à-vis des Kurdes, qui apportent un soutien inconditionnel aux États-Unis, vont mettre cette région face à des problèmes sans issue.

En définitive, plus la résistance en Irak sera forte, plus la Syrie en sera soulagée. Mais ces rebelles sont islamistes, ce qui, à long terme, va constituer un risque en Syrie. De la même façon, plus l'organisation des Frères musulmans en Syrie affaiblira le Baath, plus cela facilitera la tâche des États-Unis. D'un autre côté, l'organisation des Frères musulmans en Syrie, les chiites partisans de l'Iran et le renforcement des sunnites islamistes en Irak vont avoir pour conséquence de faire regretter aux États-Unis l'oubli du syndrome du Viêt Nam.

Puisque les pays du Moyen-Orient n'arrivent pas à créer de valeur ajoutée sur le pétrole qu'ils produisent, leur part de la production mondiale diminue chaque jour un peu plus. Ces pays, qui ne se lient que très faiblement par des partenariats commerciaux, s'attirent des problèmes au lieu d'élever leur niveau de prospérité grâce à leurs ressources naturelles. Et le renforcement des islamistes radicaux dans ces pays en réaction aux États-Unis ne fait que rendre encore plus insolubles des problèmes déjà existants.

*Yrd. Doç. Dr. Kenan Göçer
Enseignant à l'Université de Beykent



La fin du pétrole est annoncée... Et celle de la démocratie ?

(Suite de la page 1)



*Aykut Küçükaya

seulement un baril de pétrole est découvert pour deux barils consommés. Examinons également sous l'angle de la Turquie, le produit politique et géostratégique le plus commercialisé au monde. De nos jours, le plus grand problème lié au pétrole, c'est de le mettre sur le marché à temps, de façon continue, sûre et économique. La question de la sûreté de l'offre devient de plus en plus importante chaque année, ce que les spécialistes expliquent essentiellement par le fait que deux tiers des réserves connues de pétrole au monde se trouvent au Moyen-Orient, et que les États-Unis contrôlent le Moyen-Orient !

À travers le monde, la charge des importations de pétrole et de gaz évolue approximativement de 2 % par an. En Turquie, on estime que ce taux avoisinera les 5 % en 2010. Nous allons quelque peu vous noyer de chiffres, mais c'est la seule manière de vous expliquer la réalité pétrolière de la Turquie.

Selon les données de l'institut de statistiques turc, en 2006, la Turquie prévoit d'assurer sa consommation d'énergie primaire pour 35 % avec le pétrole, et pour 26,7 % avec le gaz. La consommation totale de pétrole atteindra 33,2 millions de tonnes et la consommation de gaz sera de 25,8 millions de tonnes équivalent-pétrole.

Selon les dernières données en Turquie, au mois de janvier, le tonnage de pétrole

brut importé a augmenté de 22,7 %, ce qui a représenté un coût de 598 123 000 dollars. L'année précédente, au cours du même mois, l'importation de pétrole brut avait coûté 487 646 000 dollars. Le coût de l'importation de pétrole brut en Turquie s'est nettement accru par rapport aux années précédentes. En 1996, la Turquie a importé 22,8 millions de tonnes de pétrole brut, pour un coût de 3,4 milliards de dollars. Au cours des neuf dernières années, la quantité de pétrole brut qu'elle a importée

a augmenté de 2,7 %, alors que la facture correspondante a été majorée de 153,2 %. Si des mesures ne sont pas prises, la Turquie se verra dans l'obligation

de couvrir 80 % de ses besoins en énergie primaire en 2020 en ayant recours à l'importation. En Turquie, la consommation de pétrole sera de 49,3 millions de tonnes en 2010, et atteindra 69,1 millions de tonnes en 2020. La demande en énergie électrique, qui est 161,3 milliards de kilowattheures à l'heure actuelle, passera à 287 milliards en 2010, et à 567 milliards de kilowattheures en 2020.

Dans le cadre de cette projection, et pour couvrir les besoins en énergie, un financement s'élevant à environ cinq milliards de dollars par an est nécessaire afin de réaliser les investissements voulus.

Voici les chiffres. La Turquie dépend de la Russie pour le gaz naturel et du Moyen-Orient, pour le pétrole. Et il est impossi-

ble d'enrayer ce rapport de dépendance à l'importation qui va en grandissant. La demande totale d'énergie en Turquie est assurée à hauteur de 30 % par les sources naturelles. La part restante affiche le taux de dépendance à l'extérieur.

En parallèle de la croissance économique et de la hausse du niveau de vie, les besoins en énergie de la Turquie augmentent chaque année à hauteur de 6 %. Et les gouvernements, au lieu de s'orienter vers les sources naturelles, repoussent le problème vers le

futur, en rappelant que la Turquie joue le rôle de passerelle naturelle.

Le pétrole est une source qui ne se renouvelle pas et, un jour, il n'y en aura plus. Ce qui importe, ce

n'est pas tant de savoir quand, mais plutôt de savoir à quelle date la moitié du pétrole mondial sera consommée. Parce qu'à ce stade, (appelé pic pétrolier), l'offre ne satisfera plus la demande croissante et ce sera la fin de l'ère du pétrole facile et bon marché. Comment cela va-t-il se répercuter sur les prix du pétrole dont tout le monde se plaint aujourd'hui dans notre pays, inscrit dans un rapport de dépendance à l'extérieur ? De quelle manière les chiffres cités plus haut vont-ils influencer notre éventuel droit à la parole au Moyen-Orient ? Ces questions trouveront réponses assez rapidement, c'est-à-dire dans les 10 à 15 années à venir. Si nous revenons sur la question du pic pétrolier, nous pouvons voir qu'il existe deux visions opposées sur cette question.

Un milliard de barils de pétrole sont consommés tous les douze jours à travers le monde.

*Aykut Küçükaya,
journaliste au quotidien Cumhuriyet

Comment penser les limites de l'Europe ?



*Garp Turunç

Jean Monnet, père fondateur de l'intégration européenne, disait que les frontières de l'Europe étaient fixées par les autres, ceux qui estimaient devoir ne pas en faire partie. La fin de la guerre froide et la chute

du mur de Berlin ont rouvert de multiples manières l'éventail des possibles. Après la réalisation de devoir historique vis-à-vis des pays situés jadis de l'autre côté du rideau de fer, avec la perspective de l'adhésion de la Turquie se dessine un nouveau « Défi pour un nouveau siècle européen ». Pour tenter d'y voir plus clair, il faut distinguer, sans les séparer, deux niveaux d'analyse. Au premier niveau, strictement politique, la question des limites de l'Europe est celle de savoir jusqu'à quel point la périphérie européenne pourra être intégrée à cette construction. Dans le cadre de ce premier aspect de la question, deux séries de critères ont été mobilisés : un critère constitutionnel, qui tente de mesurer le degré d'adhésion à la démocratie et, un critère communautariste, qui concerne la difficile question de l'identité culturelle de l'ensemble.

Le second niveau d'analyse porte exclusivement sur le deuxième critère. La seconde « Europe », pourrait-on dire, dont il s'agit ici de penser les limites, désigne non plus un projet politique, mais une histoire culturelle, une civilisation, telle qu'elle s'est élaborée au cours des siècles. L'étude de cette sédimentation serait un premier enjeu, interne, portant sur l'histoire de « l'esprit européen », une réflexion sur l'identité, sur la civilisation européenne. L'autre enjeu de cette réflexion sur le propre de l'Europe concerne le rapport avec les autres civilisations, soit qu'on l'envisage comme un clash entre entités closes sur elles-mêmes ou simplement comme une différence de pensée sur fond de l'universelle humanité.

Une fois distingués ces deux niveaux d'analyse, il faudrait en venir à leur articulation. Selon quels principes et avec quelle plausibilité associer cette volonté politique encore fragile – en témoigne le double « non » tonitruant de la France et

des Pays-Bas au référendum sur le traité constitutionnel – à cette mémoire collective encore incertaine ? Un des principaux écueils pourrait être formulé ainsi : si l'Europe – pour éviter l'eurocentrisme et bien décidée de ne plus revenir à un passé de rivalités et de guerres fratricides aux conséquences historiquement tragiques – devait s'affirmer comme étant essentiellement une idée fondée sur des valeurs universelles (dignité de la personne humaine, respect de l'autonomie, tolérance, liberté d'opinion, laïcité, ...), comment serait-il alors possible de donner sens à des limites de l'Europe ? Comment le continent de l'Universel pourrait-il laisser subsister une extériorité ou une altérité, sauf à sombrer dans ce « mauvais infini » dont parlait Hegel ? De deux choses l'une, en effet : soit l'Europe a une vocation cosmopolitique, et l'Europe géopolitique n'a plus de sens ; soit l'Union européenne accepte de se définir de manière exclusive, mais, alors l'Idée européenne ne saurait avoir de vocation universelle. Bref, entre le fond universaliste et cosmopolitique et la forme particulière et communautaire, comment penser les limites de l'Europe ?

À l'origine (faut-il le rappeler ?) le projet constructiviste européen reposait essentiellement sur les motifs de la paix et de la prospérité économique. C'est secondairement que, sur ces motifs pragmatiques, se sont greffées des considérations identitaires : promouvoir l'héritage spirituel de l'Europe. Or, cette démarche n'est pas appropriée au projet d'édification d'une union politique européenne. L'identité culturelle européenne, quelle qu'en soit la définition, ne doit pas être regardée comme ce qui dessinerait la limite de l'espace politique européen, par exemple la limite à l'élargissement de l'Union européenne, mais plutôt comme ce qui procurerait les ressources non exclusives

L'identité culturelle européenne ne doit pas être regardée comme ce qui dessinerait la limite de l'espace politique européen.

de traditions, de valeurs, de significations. On évoque volontiers le patrimoine civilisationnel, spirituel, de l'Europe. Mais celui-ci a moins valeur de limite que de ressource ; ressource de symboles religieux, philosophiques, moraux, juridiques, émanant de traditions diverses dont le noyau universaliste vaut comme un principe d'ouverture aux autres identités, plutôt que fermeture. D'où il suit que le slogan politique de l'Europe chrétienne, si décisif qu'il ait été le christianisme pour l'esprit européen, est contraire à cet esprit et à l'esprit du christianisme qui, aux antipodes de l'autogestion narcissique, est oubli de soi et ouverture à autrui. Un tel slogan politique favorise le choc des civilisations, alors que l'Europe a un rôle opposé à tenir face au monde : celui de carrefour, de dialogue, de cohabitation des civilisations. Il s'agit là de questions immenses liées à la fois à la politique et à l'économie, à la paix et à la guerre, à l'émancipation et à l'identité. Et, en cela, la candidature turque constitue pour les Européens un test d'authenticité et de responsabilité.

Le 6 octobre 2004, la Commission européenne a admis que la Turquie satisfait aux exigences posées par les critères de Copenhague ; qu'elle a donc virtuellement atteint une maturité politique lui permettant d'entreprendre des pourparlers en vue

de l'adhésion. Le 17 décembre de la même année, le Conseil européen des Vingt-cinq a décidé d'ouvrir les négociations d'adhésion à l'Union le 3 octobre 2005. En apportant ainsi à la candidature d'Ankara une réponse conforme à sa philosophie officielle en ce qui concerne les critères d'appartenance, l'Union européenne a passé de façon honorable son test d'authenticité. Bien entendu, si l'Union avait récusé la candidature de la Turquie en prétextant que cette dernière n'est pas européenne – c'est ce qui se serait produit si, par exemple, l'Union avait choisi de suivre

les arguments géographique et culturels initialement avancés par Valéry Giscard d'Estaing – elle aurait par là même supprimé chez ses citoyens les motifs d'adhésion relevant proprement du patriotisme constitutionnel. Il en eût résulté une mutilation mortelle pour l'idée de l'Europe. Reste que les négociations, engagées il y a six mois, n'avancent pas. Sur les 35 chapitres qui doivent être discutés, un blocage est apparu dès le deuxième, consacré à l'éducation et à la culture. Une partie des États de l'Union, à l'initiative de la France, demandent que certaines questions politiques, comme les droits des minorités, soient débattues dans ce chapitre, au lieu d'être examinées plus tard, selon la procédure habituelle, au chapitre des droits de l'homme. La tactique est claire : pour faire traîner les discussions, on n'hésite pas à multiplier les occasions de conflit et à se comporter en suzerain vis-à-vis d'un vassal qu'on doit à tout prix soumettre.

Il est certes légitime de se vouloir vigilant sur la question des droits de l'homme et de la démocratie, c'est-à-dire sur le critère politique. À cet égard, la Turquie a encore des progrès à accomplir. À l'heure actuelle, le gouvernement et le parlement ont réalisé de substantielles réformes juridiques avec une rapidité impressionnante (reste à en connaître l'impact sur les pratiques sociales et politiques), et d'autres candidatures sont tout aussi problématiques, sinon plus.

Mais elles ne soulèvent aucune passion, ni volonté de faire traîner les discussions. Ce qui ne passe pas, c'est l'identité turque appréciée sous les critères géographiques et culturels : son appartenance asiatique et islamique.

Ce genre d'objection (est-il besoin de le répéter ?) va contre l'idée de l'Europe. Les visionnaires européens ont démontré que la différence n'est pas une menace, que la réponse à la différence est son respect. De Hegel à Nietzsche, Husserl et Patocka, l'Europe renvoie en effet à un principe dynamique, incompatible avec le repli identitaire. À propos des réflexions de Patocka sur l'Europe, on a justement fait valoir que, si le propre de l'Europe c'est

sa visée d'unité, cette unité « excède toute référence à un ancrage géographique définitif », et « l'idée européenne n'existe que dans la mesure où sa destination excède les frontières de l'Europe ». Nous retrouvons à cet endroit une intuition jadis exprimée par Hegel pour qui, « en Europe ce qui compte, c'est [...] cette marche de la vie vers plus loin qu'elle-même ». Après la chute de

mur de Berlin en 1989, l'appel à un élargissement de l'Union vers les pays de l'Est avait fait résonner cette parole avec une nouvelle profondeur, tandis que se profile, avec la perspective de l'adhésion turque, le spectre d'un fondamentalisme portant exclusion de ce qui n'est pas « européen ».

Alors, cesserait cette marche de la vie vers plus loin qu'elle-même. L'Europe est aujourd'hui invitée à renoncer à ses propriétés, afin de se rendre disponible « pour la rencontre d'autres fondements et d'autres horizons », tandis que l'universalité nouvelle, plus immanente, qui serait propre à rédimmer le principe européen, serait alors celle « de l'écoute, de la traduction des mondes les uns dans les autres ». Une Europe qui serait avant tout une Europe de la cohabitation, de la traduction ou de la médiation se laisse ressaisir dans le pressentiment que l'identité européenne devrait désormais se faire réflexive au point d'en devenir « négative » – entendons : une identité dont le principe consiste dans la disposition à s'ouvrir aux autres identités. Point de cette identité identitaire, aut centrée sur son fond spirituel et soucieuse avant tout d'en affirmer la spécificité. L'Europe politique se méprendrait sur son principe philosophique si elle venait à se replier sur ses valeurs patrimoniales, excluant tout ce qui reste étranger à l'héritage. C'est la voie la plus immédiate, voie de la faiblesse, qui mènerait aisément de l'erreur philosophique à la faute politique.

*Maître de conférences
à l'Université Montesquieu – Bordeaux IV
Professeur associé
à l'Université Galatasaray d'Istanbul



Pour toute commande
Fax: +90 216 550 22 51
e-mail: alaturquie@alaturquie.com

TÜRK-FRANSIZ TİCARET DERNEĞİ
CHAMBRE DE COMMERCE FRANÇAISE EN TURQUIE

Une Association d'entreprises
au service des entreprises depuis 1885
dont la mission est de contribuer au développement
des relations économiques et commerciales
franco-turques

Animation de la communauté d'affaires franco-turque
Appui aux entreprises sur les marchés turcs et français
Appui logistique

Une équipe biculturelle, binationale et bilingue à votre service.
Plus de 400 entreprises, impliquées dans tous les secteurs
de l'économie turque, nous font déjà confiance.

Rejoignez-les ! Rejoignez-nous !
Bénéficiez des nombreux avantages et services mis à votre disposition
Et apportez-y votre contribution, votre expérience et votre réseau d'affaires
pour faire vivre et prospérer ce réseau exceptionnel.

*Le comité d'Appui de la Chambre de Commerce Française en Turquie
comme un outil stratégique incontournable à la réussite d'une mission en Turquie". P.-E. G. Paris.
"Il est recommandé pour nous, industriels français, de nous savoir ainsi représentés à l'étranger
par des personnes consciencieuses, compétentes
et doublement efficaces". G. L. Reims.

Türk-Fransız Ticaret Derneği
Chambre de Commerce Française en Turquie
İstiklal Cad. No:8
Taksim 34435 İstanbul
Tel: (0 212) 251 00 17
Fax: (0 212) 252 51 75
Web: www.ccftr.com
E-mail: ccftr@superonline.com

Les entrepreneurs turcs : la classe moyenne qui monte en Europe



*Selda Atik

Nous connaissons tous très bien cette histoire : tout commence au début des années 1960 avec le mouvement migratoire d'une force de travail suite à la demande des pays européens, parmi lesquels l'Allemagne faisait partie des premières destinations. Tout au long de cette décennie, cette immigration est allée en augmentant. Alors que les débats sur la place de la Turquie par rapport à l'Union européenne continuent de manière très intense, je voudrais simplement parler ici d'une étude qui met en lumière une importante réalité. Cette étude scientifique, intitulée « L'Union européenne et le pouvoir économique des entrepreneurs turcs en Allemagne » a été réalisée par le Centre de Recherches Turc à la demande de la Chambre de commerce et d'industrie turco-allemande. Cette étude a été réalisée en 2005 et porte sur les données les plus récentes. Les conclusions que l'on peut en tirer sont que les entrepreneurs turcs apparaissent comme une force très importante et déterminante pour la politique économique européenne.

Avant de passer aux résultats marquants de cette enquête, il nous faut rappeler brièvement le chemin qui a été parcouru jusqu'ici. Dans les années 1960-1970, avec l'augmentation de la demande de produits turcs en Allemagne et dans d'autres pays européens, la part des entreprises turques, ayant commencé à petits pas dans le secteur alimentaire, s'est vraiment accrue

dans les années 80, suite aux changements de politique économique. Ensuite, dans les années 90, les entrepreneurs turcs, en passant de l'épicerie au supermarché, des petits ateliers aux usines modernes, des discothèques aux entreprises internationales de tourisme, jusqu'aux services en ligne, ont fait preuve d'un développement rapide et important dans tous les secteurs, et ils ont montré qu'ils avaient un potentiel d'action qui grandissait à une vitesse considérable.

Selon l'étude mentionnée ci-dessus, les entrepreneurs turcs réalisent un chiffre d'affaires total qui atteint 40,5 milliards d'euros par an, emploient 451 000 personnes, et contribuent à hauteur de 72,6 milliards d'euros au PNB de l'Union européenne. Ce qui est frappant ici, c'est que cette croissance qui atteint 87,5 %, ait été obtenue malgré la stagnation économique qui a marqué l'Europe entre 1995 et 2005. Les auteurs de l'étude soulignent que les entrepreneurs turcs créent des emplois en enrichissant le marché et la concurrence, et qu'ils trouvent des solutions avec des moyens individuels au lieu de se reposer sur l'aide de l'État.

Pour expliquer les raisons du succès de ces entreprises, ce qui vient tout d'abord à l'esprit ce sont les 2,4 millions de consommateurs originaires de Turquie qui vivent en Allemagne, et les presque 4 millions habitant dans l'ensemble de l'Union euro-

péenne. Cependant, à ce sujet, le Dr. Bahadır Kaleagasi, représentant de Tüsiad au sein de l'Union européenne, explique que les raisons de cette réussite ne se limitent pas au contrôle d'un marché intérieur aux couleurs ethniques composé de consommateurs originaires de Turquie. En parallèle, il faut aussi tenir compte d'une unité avec l'économie de l'Union européenne, que cela concerne le profil de leur clientèle ou les entreprises dont ils sont eux-mêmes clients. C'est pourquoi il ne s'agit pas là d'un exemple « d'économie de ghetto », comme on pourrait le croire. D'autre part, il va sans dire que l'on ne peut pas nier ce qu'assure le pays d'accueil, c'est-à-dire l'instruction, l'accès à l'information, le pouvoir d'achat, et le rôle joué par les possibilités d'un marché fort. Un autre point qui attire l'attention concerne le fait

Les entrepreneurs turcs apparaissent comme une force très importante et déterminante pour la politique économique européenne.

que plus les Turcs participent concrètement à l'économie du pays dans lequel ils se trouvent, plus leur influence augmente. Une des conséquences en est le lobbyisme : l'Association des Hommes d'affaires et des Industriels Europe-Turquie, créée par les entrepreneurs turcs les plus importants en 1992 – principalement ceux vivant en Allemagne – possède aujourd'hui une influence directe pour faire du lobbyisme. Bien sûr, le fait que ce succès ait été plus grand à partir des années 90 dépend aussi d'un autre facteur : la deuxième génération vivant à l'étranger possède un potentiel so-

cial bien meilleur que la précédente génération. Cette jeunesse a reçu une meilleure instruction, maîtrise tous les aspects de la langue, est consciente des habitudes et des besoins de la société dans laquelle elle vit, et c'est pourquoi elle a réussi en tissant des relations constructives et plus influentes.

Selon le Dr. Faruk Sen, directeur du Centre de Recherches de Turquie, le fait que la communauté turque participe de manière concrète à l'économie du pays dans lequel elle vit et qu'elle fasse augmenter le potentiel de l'emploi, influence et efface les fâcheux débats liés aux problèmes de l'immigration. Au-delà de la situation présente, les orientations vers l'avenir montrent un tableau encore plus brillant, en gardant en tête un slogan tel que « Ce que nous avons déjà réalisé est la garantie de ce que nous allons faire ».

Les prévisions faites concernant l'avenir occupent aussi une place importante dans l'étude dont nous parlons. Selon les chiffres prévus pour 2015, soit dans les dix années à venir, 160 000 entrepreneurs originaires de Turquie au total, dont 120 000 en Allemagne, exerceront leurs activités en Europe. Et si l'on se penche sur les indicateurs économiques, à la même date, près de 960 000 personnes seront employées dans les entreprises turques d'Europe, le volume des investissements atteindra 20 milliards d'euros, et le chiffre d'affaires annuel total progressera jusqu'à 85 milliards d'euros...

*Selda Atik, Chercheur à l'Université de Hacettepe, École supérieure de Sciences Sociales

L'industrie verrière turque



*Eda Bozköylü

Le verre est un élément important de notre environnement moderne actuel. Son champ d'utilisation est très étendu, du simple verre à eau à l'outil d'équipement technique le plus élaboré. Mais alors, où et quand cette substance spéciale a-t-elle vu le jour ? Comment a-t-on commencé à la travailler ? Et à quel moment a-t-elle fait son apparition en Turquie ? Quelle est la situation de l'industrie du verre à l'heure actuelle dans notre pays ? Voici notre petit voyage dans le monde du verre...

La fabrication du verre

Depuis très longtemps, le verre occupe une place dans la vie quotidienne des hommes. La première étape de sa fabrication consiste en la préparation de la pâte. Pour cela, et selon le type de verre que l'on veut obtenir, il faut mélanger les matières premières nécessaires dans des quantités appropriées (en fonction de l'application recherchée il faut du sable [silice], de la chaux, de l'oxyde de plomb, du calcium, du carbonate, du potassium, de l'acide borique) que l'on mélange et fait fondre dans des fours. Par exemple, les matières premières qui composent les bouteilles et les vitres présentes dans notre vie quotidienne sont le sable, la pierre à chaux et la soude. Ces matières sont mélangées intimement dans des quantités définies. On y ajoute ensuite des déchets de verre dans des quantités elles aussi définies. Après

avoir été concassées et mélangées, ces matières sont portées à une température qui varie entre 1300°C. et 1500°C. La pâte ainsi obtenue est refroidie jusqu'à qu'elle atteigne 800°C. Elle est ensuite travaillée pour obtenir la forme désirée. Le verre, qui est un matériau dur, transparent, cassant, imperméable et résistant aux phénomènes chimiques, est utilisé de nos jours à de multiples fins, des fenêtres aux objets d'intérieur, des ustensiles de laboratoire aux appareillages médicaux, jusqu'à l'élaboration de matériel optique. D'autre part, la mosaïque et le papier abrasif sont aussi fabriqués à partir du verre.

Jadis, le verre était soufflé à la bouche, en vue de lui donner une forme. Pour cela, on utilisait des cannes à souffler en métal qui mesuraient approximativement 1,5 mètre. Les boules de pâte de verre étaient chauffées au bout de ces cannes, dans lesquelles on soufflait pour faire gonfler le verre, qui était ensuite moulé pour prendre sa forme finale. À notre époque, le travail de soufflage et de moulage est réalisé par des machines automatiques qui débitent deux à trois mille bouteilles par heure. Pour la dilatation, le soufflage à la bouche a été remplacé par l'intervention de tubes d'air comprimé. Le verre utilisé pour les fenêtres et les vitrines des magasins est obtenu à l'aide de machines d'étrépage. Une fois que le verre a pris forme, il faut très len-

98 % des matières premières que l'industrie verrière turque utilise sont d'origine locale.

tement et soigneusement le faire refroidir pour éviter qu'il ne se fragilise, voire qu'il ne se casse, ce qui voudrait dire qu'il n'est pas de bonne qualité. Pour cela, il faut le faire refroidir très progressivement, en le faisant passer dans des canaux longs et étroits appelés « feeders ». Ce processus de refroidissement, qui doit être réalisé de manière lente et bien contrôlée est appelé la braise. Après cela, le verre prend son aspect définitif.

L'industrie turque du verre

La création de la République lui a permis de prendre une toute nouvelle direction et, le 17 février 1934, la première entreprise nationale fut créée avec l'accord du Parlement, tout près des autres ateliers de verrerie à Pasabahçe, sur les rives du Bosphore. Créée sous le nom de « Usines de Bouteilles et Verres turques S.A. » par la Banque du Travail, cette usine a suivi la voie tracée par différentes entreprises spécialisées dans la production de différents types de verre. La production de cette usine apporte une importante contribution en devises étrangères pour la Turquie. Aujourd'hui, l'industrie verrière est un secteur important en Turquie, qui fournit des éléments à de multiples secteurs d'activités, tels les secteurs du bâtiment, de l'automobile, de l'alimentation, de l'électroménager, de l'ameublement, et de l'industrie pharmaceutique.



Les constituants essentiels utilisés dans la fabrication du verre sont le sable, le natron, la dolomite et le quartz. Notre pays étant riche en ces ressources naturelles, 98 % des matières premières que l'industrie verrière turque utilise sont d'origine locale. La part de la Turquie dans la production mondiale de sodium, un des composants les plus utilisés, s'élève à 1,7 % ; celle de l'Union européenne étant de 10 %. La mondialisation a fait du marché mondial un village planétaire et a mis en avant le concept de qualité. C'est ici qu'apparaît le souci le plus important du secteur verrier en Turquie. Les matières premières utilisées pour la fabrication du verre sont, certes, en quantité suffisante en Turquie, mais elles ne sont pas de très bonne qualité. Du reste, les réserves de matières premières conformes aux spécificités physiques et chimiques requises, s'amenuisent de plus en plus. Malgré cela, à l'heure actuelle, l'industrie turque du verre est un secteur d'activité développé, que ce soit au regard de la production industrielle nationale ou dans le cadre de l'industrie verrière mondiale.

* Chercheur

Le secteur privé, locomotive pour l'Union européenne

Le 15 mars 2006, Bahadır Kaleağası représentant permanent de Tüsiad auprès de l'Union européenne, était invité par la Chambre de commerce française en Turquie à intervenir lors d'un déjeuner-débat organisé pour ses membres. Le thème de l'allocution, « La Turquie sur la voie de l'adhésion à l'Union européenne : quelle Europe ? Quelle Turquie ? », a été l'objet d'une vive attention des milieux d'affaires.

Bahadır Kaleağası a bien sûr rappelé les réformes structurelles qu'implique le processus d'adhésion. Soit, à court terme, « la réforme du système éducatif turc », afin de former les professionnels de demain, et « la refonte de l'économie turque ». Tout cela allant, selon lui, avec « une européanisation de la vision que la société turque a de son avenir ». Pour assurer la bonne marche de ces changements, il est

du devoir des relais publics (politiques, médias, associations, etc.), de bien préparer les esprits en évitant les simplifications trop manichéennes (hélas très courantes). Du côté du secteur privé, la plus grande partie du chemin semble déjà parcourue : « Tüsiad est membre de l'Unice (Union des industries de la communauté européenne), aux côtés du Medef français ou du CBI anglais. Sur le plan des affaires, nous remplissons les critères depuis longtemps, alors que beaucoup de pays, bien que membres à part entière de l'Union européenne, n'ont pas un secteur privé assez fort pour être représentés auprès de l'Unice. » (L'Estonie, la Lituanie, la Lettonie, la Slovaquie et Chypre sont en effet membres de l'Unice mais ne sont pas représentés à Bruxelles, ndlr). Selon Bahadır Kaleağası, cette représentation auprès de l'Union européenne a une importance indéniable : « L'Unice joue un rôle important dans les processus européens, car cet organisme représente le secteur privé. À ce titre, il est l'un des pri-



liés décisionnels de l'Union européenne. » Nul n'ignore en effet l'attention portée au secteur privé dans la construction actuelle de l'Union.

Invitation à l'adaptation

Mais les réformes structurelles entraînées en Turquie par le processus d'adhésion, en changeant le cadre législatif, toucheront forcément aussi le secteur privé. « Certaines entreprises en sortiront gagnantes, d'autres y perdront, avance le représentant de Tüsiad. Celles qui y gagneront seront celles qui sauront bien utiliser l'information sur le processus pour s'adapter au changement. » L'Union européenne, elle aussi, va devoir s'adapter au changement : « les expériences passées ont prouvé que si la Turquie le veut, elle peut atteindre ses objectifs. Mais lorsqu'elle sera prête à intégrer l'Union européenne, d'ici 10 ou 15 ans, elle risque d'être confrontée à un nouveau critère, qui cette fois ne dépend pas d'elle : le problème de la capacité d'absorption de l'Union.[...] Face aux puissances émergentes, ayant des

populations élevées, l'Union européenne ne peut pas rester un petit marché. [...] Elle doit aussi régler ses divergences transatlantiques [...] et aller vers une cohésion et une maturité politiques. » Alors seulement, l'Union pourra, et même « devra », intégrer d'autres pays, et « les opinions publiques seront prêtes à accepter ces élargissements comme un bienfait et non comme une menace », conclut Bahadır Kaleağası. On peut, en effet, penser qu'une Europe forte économiquement sera plus rassurante pour les citoyens... Toutefois, les réactions suscitées en France et dans d'autres pays membres par la directive Bolkestein laissent à penser que le secteur privé n'a pas toujours le dernier mot.



Bahadır Kaleağası

La Bulgarie à la veille du 6^e élargissement de l'Europe



*Dr Olivier Buirette

Courant 2007, voire au plus tard au 1er janvier 2008, l'Union européenne vivra son sixième élargissement. Celui-ci concernera deux pays de ce qu'il est convenu d'appeler à présent les « Balkans orientaux »

- par opposition aux « Balkans occidentaux » - qui recouvrent aujourd'hui ce qui était l'ancienne Yougoslavie.

La Bulgarie, tout comme la Roumanie, est sortie de la période communiste à partir de 1989 au prix d'une longue transition démocratique qui ne s'acheva totalement qu'en 1996. Cependant, face à une Roumanie aux prises avec une transition plus lente due aux problèmes qui ont suivi la fin du régime de Ceaușescu en décembre 1989, et face également aux convulsions produites par la guerre civile consécutive à la dissolution de la Yougoslavie, la Bulgarie a progressivement imposé l'image d'un pays stable dans la région, ce qui l'a amenée à faire un certain nombre de choix décisifs pour consolider sa position de jeune démocratie moderne dans cette région traditionnellement troublée en Europe du sud-est.

La Bulgarie, depuis ces dernières années, s'est donc dirigée progressivement vers l'UE, notamment dans le domaine de la sécurité et de la défense. Après les années 90 et les convulsions de la dissolution de la Yougoslavie, puis plus tard la guerre du Kosovo, la Bulgarie s'est progressivement affirmée comme un pôle de stabilité régional. Cela s'est traduit également dans le contexte de relatif renouveau des élections législatives de juin 2005, qui ont vu la victoire du parti socialiste bulgare, marquant ainsi la fin de la période originale du gouvernement de l'ex-tsar Siméon II.

La Bulgarie, à la veille de son intégration dans l'Union européenne, conserve cependant des aspects bien particuliers liés à son histoire et qui se résument en quelques points : premièrement, on ne saurait en effet oublier le problème macé-

donien qui subsiste car si, en marge de la crise du Kosovo, on a évoqué la question des minorités albanaises en Macédoine ainsi que la controverse avec la Grèce qui est bien connue, il n'en demeure pas moins que ce problème existe et pourrait être réveillé à tout moment. Il ne faut pas non plus oublier que la question macédonienne a empoisonné la stabilisation de la jeune monarchie parlementaire bulgare de l'entre-deux-guerres pour la précipiter une seconde fois en 25 ans dans le choix du camp de l'alliance avec les dictatures en Europe. En second lieu, et ce sera une autre temporisation à l'horizon 2007, on rappellera qu'en effet, si les gouvernements de gauche ou de droite sont, on l'a vu, tout à fait consensuels sur l'adhésion à l'UE ou sur celle à l'OTAN, le défi de cette jeune Europe balkanique membre de l'UE résidera sans doute dans le règlement de la question de l'adhésion de la Turquie à l'UE qui est une véritable question dans cette région.

Là encore, la connaissance de l'histoire régionale contemporaine ne peut que nous amener à nous interroger sur les défis de cet élargissement turc. En effet, cet espace balkanique a été, au XIX^e siècle, fraîchement « libéré » de la présence ottomane qui a duré, notamment pour la Bulgarie, près de cinq siècles, soit de 1396 à 1878. Cela a laissé une profonde marque culturelle et sociale dans la région, ce qui est bien évidemment un enrichissement mais ce qui a été aussi et trop souvent une source de tension dans les Balkans. La Bulgarie ne sera pas la seule à être confrontée à ce défi ; il en va de même de la Roumanie et sans doute de la Croatie si elle adhère, elle aussi, en 2007 ou en 2008 comme les derniers développements semblent le montrer. Toutefois, c'est peut-être également par la convergence entre les enjeux de sécurité de l'OTAN et ceux de la politique de défense de l'UE que la question pourra se résoudre dans la gestion d'un espace de sécurité régional incluant l'espace turc. Enfin, dernière temporisation à tout cela - et c'est l'éternelle question - on a pu remarquer

qu'avec l'adhésion de la Bulgarie à l'OTAN en 2004, on avait assisté à la reproduction du même schéma que pour les autres adhérents de l'ex-bloc. En effet, tout semble confirmer que l'adhésion à l'OTAN doit demeurer l'éternelle caution de la protection militaire des États-Unis qui sont, force est de le constater, sortis d'une logique tout-ONU en matière de sécurité pour arriver à une logique de type coalitions d'États. Dans ce domaine, la réélection très significative de G.W. Bush en 2004 ne fait que confirmer cet état de fait. On peut alors en effet se demander si, pour les deux adhérents balkaniques de 2007, Bulgarie et Roumanie, on ne va pas se retrouver comme pour les pays d'Europe centrale dans ce schéma : politique de sécurité = OTAN et aspects économiques et sociaux = avantages de l'adhésion à l'Union.

Toutes ces temporisations sont autant de questions qui, à mon sens, ouvrent notre réflexion sur l'avenir de cet espace en matière de sécurité et de défense européennes. La Bulgarie a donc effectué un chemin certain depuis la fin du communisme en 1989. Elle est passée du chaos né de la liquidation du régime de Todor Jivkov à une stabilisation progressive menée au prix d'une politique économique nécessitant beaucoup de sacrifices pour la population. La Bulgarie a pris un retard considérable dans les réformes, suite à la difficile transition entre communisme et démocratie entre 1989 et 1996, puis à la guerre du Kosovo et aux dernières convulsions de la Yougoslavie qui ont déstabilisé toute la région. Tant et si bien que, dans un premier temps, ces problèmes régionaux ont façonné, à tort ou à raison, un statut de pôle de stabilité régional, de place diplomatique incontournable. Cela a permis à la Bulgarie de la fin des années 1990 de se tourner vers l'Occident avec, en premier lieu, un rapprochement avec l'OTAN qu'elle a intégré en 2004 puis, à la faveur des réformes économiques, un rapprochement avec



l'UE qu'elle intégrera en 2007.

Les défis qui attendent donc la majorité parlementaire, issue des élections législatives de juin 2005, sont de parachever l'adhésion à l'UE tout en maintenant les réformes économiques, la lutte contre la corruption et la poursuite de la contribution du pays à la stabilité régionale. Les sondages avaient donné le MNSII de l'ex-tsar Siméon II comme perdant avec une large victoire des socialistes du PSB. La réalité a été plus tempérée. Toutefois, le pays est donc, pour la première fois depuis la fin de la transition, entièrement géré par les héritiers de l'ex-parti communiste. Les défis à relever demeurent cependant les mêmes et l'on peut en tout cas former tous les espoirs dans un parti désormais acquis, comme les autres en ex-Europe de l'Est, aux principes de la social-démocratie. Mais n'oublions pas pour autant qu'une Bulgarie intégrée en 2007 dans l'UE devra sans doute faire un long chemin pour considérer l'Union européenne comme étant aussi une structure de plus en plus intégrée et qui, comme tous les États, doit avoir une politique étrangère commune et une politique de défense commune. C'est une question qui concerne tous les pays de l'ex-bloc intégrés dans l'UE et donc qui nous concerne finalement tous. Souhaitons alors bonne route au gouvernement de coalition dirigé par Sergueï Stanev issu du parti socialiste bulgare.

Atatürk et la paix mondiale



*Gazi Uçkun

Qui dit paix, dit guerre. Ces deux concepts sont les faux frères d'un même foyer. Quand l'un est, l'autre n'est plus. Lorsqu'on se réfère à l'histoire, on constate que les guerres sont toujours initiées pour des raisons « valables » – selon ceux qui les déclarent – et il est vrai qu'il est rare de compter plus de 10 ans consécutifs de paix. Pour faire la guerre, il n'est nul besoin de force particulière ; la paix, elle, nécessite de réunir toutes nos forces et nos efforts. À part ses années d'enfance, Atatürk a passé 57 ans de sa vie en milieu de guerre. Même après l'instauration de la République turque, la guerre n'a pas cessé. Atatürk a dû aussi affronter les révoltes des séparatistes et des intégristes. Pour avoir vécu de longues années en période de guerre, pour en avoir vécu en son être les multiples souffrances, il a pu témoigner de sa capacité de destruction. Atatürk, qui avait un grand respect pour l'humanité et pour les valeurs humaines, expliquait la Révolution turque, dont il est l'initiateur, en ces termes : « Cette révolution est l'œuvre d'un nationalisme mêlé à un idéal humain élevé. Il s'agit d'apprendre à ses enfants l'art de voir toutes les grandeurs et les beautés et, en même temps, de compatir à toutes les misères ». Lors d'un autre discours, il définissait l'expression « idéal humain » ainsi : « Nous ne sommes point ennemis de qui que ce soit, nous sommes tout simplement contre ceux qui sont ennemis de l'humanité ! » C'est pourquoi l'humanisme d'Atatürk et de sa révolution a inspiré une admiration dans tous les pays du monde. Atatürk a souhaité que les nations du monde vivent en paix, en respect et en confiance et c'est ce pour quoi il a lutté. C'est ce qu'expriment ces mots : « Paix dans la patrie, paix dans l'univers ».

Atatürk, qui a passé sa vie au front – tant en période de guerre qu'en tant qu'homme politique réformateur – a affirmé qu'il fallait éviter la guerre en ces termes : « je ne veux pas être un guerrier, connaissant trop la guerre pour ce qu'elle apporte de catastrophes et de souffrances ».

Il a également exprimé son respect envers les autres pays du monde : « On nous prend pour des nationalistes, mais notre nationalisme c'est de servir et de respecter les peuples qui pensent dans le même sens que nous. On sait ce dont ils ont besoin. Notre nationalisme n'est ni égocentrique ni orgueilleux. La politique essentielle de la Turquie repose sur les bonnes relations avec les pays voisins et les autres pays du monde. »

La vie d'Atatürk a pris fin le 10 novembre 1938. Ayant participé à trois conflits principaux : la guerre des Balkans, la Première Guerre mondiale et la guerre de la Libération, et pour avoir suivi l'évolution politique durant les années 30 dans le monde, il a réalisé que l'humanité se dirigeait vers un conflit mondial plus important encore. C'est pour empêcher cela qu'il avait imaginé l'union des nations pour établir la paix. Hélas, ce n'est qu'en 1945, après la Deuxième Guerre mondiale que l'organisation des Nations unies (ONU) a vu le jour. Il a fallu deux guerres mondiales pour que les nations se réunissent et s'entendent pour empêcher d'autres conflits. Pourtant, Atatürk avait réalisé la nécessité d'une telle organisation dès les années 30. Il avait affirmé : « Nous travaillons pour la paix dans la patrie, la paix dans l'univers. La Turquie a répondu à l'appel de tous les pays ayant besoin d'elle et qui s'engagent sur la voie de la paix. Nous sommes pour une politique ouverte et franche qui a comme objectif le respect

L'union et l'unité sont deux concepts qui occupent une place importante dans le système de pensée d'Atatürk.

et la confiance. Face à ceux qui sont sincères et qui nous inspirent confiance, nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour les aider à maintenir la paix ».

Aux hommes politiques étrangers qu'il a rencontrés, il a affirmé que la paix n'était pas une utopie, mais que c'était une notion qui manquait à l'homme alors qu'il désirait vivre dans une atmosphère où règnent l'union, l'entente et la confiance. Ainsi, en 1937, lors de sa rencontre avec le ministre roumain des Affaires étrangères, il a dit : « L'homme doit penser au bonheur et à l'existence d'autres pays comme il le fait pour sa propre patrie. Il doit travailler dans cet objectif et établir une paix internationale. Car la paix chez les autres, c'est la paix chez soi. Un événement que nous considérons comme éloigné peut avoir ses effets sur nous. C'est pourquoi il faut considérer l'humanité entière comme un corps et les pays comme ses membres. Alors une légère souffrance du bout du doigt d'un membre sera sûrement ressentie par le corps entier. » La conception et la passion pour la liberté et l'indépendance d'Atatürk ne sont pas égoïstes, mais nationales. On peut même aller plus loin en disant qu'elles sont universelles et incluent tous les êtres humains. Pourquoi Atatürk est-il un homme de paix et désire-t-il la paix ? Car il est le plus grand leader de la modernisation de la Turquie. En tant que leader de la modernisation, il avait besoin de paix dans sa patrie. La paix doit être établie à l'intérieur des frontières comme à l'extérieur.

L'union et l'unité sont deux concepts qui occupent une place importante dans le système de pensée d'Atatürk. Les peuples qui ont une histoire commune et un même destin ne doivent pas se diviser pour des raisons de race, de convictions religieuses



ou de classes sociales. C'est ainsi qu'on saura lutter contre l'impérialisme et le colonialisme et survivre.

Atatürk a insisté sur l'importance de l'éducation pour établir et maintenir la paix : « une paix permanente sera réalisable aux prix des précautions prises au niveau international pour améliorer les conditions humaines. Il faut avant tout éduquer l'homme pour l'éloigner de la jalousie et de la rancune. »

Afin de mieux comprendre la lutte d'Atatürk, lisons ce qui a été dit à son propos : à la célébration du centenaire d'Atatürk, l'Unesco a déclaré : « Kemal Atatürk est un leader de la conception extraordinaire de l'entente réciproque et d'un idéal de paix entre les pays du monde. Durant toute sa vie, il a travaillé pour incarner une nouvelle ère d'harmonie et d'entente sans différencier race, langue, couleur entre les hommes. »

En 1938, la communauté des nations a défini celui-ci comme « le serviteur intellectuel de la paix » alors qu'il expliquait ce qu'il avait initié pour la paix internationale.

*Gazi Uçkun,

Maître de conférences à l'Université Kocaeli

Rue Güniz

(Suite de la page 1)

dais qu'un autre désagrément ne survînt. Je me demandais comment j'allais être reçu, comment le président allait réagir face à mes questions. Süleyman Demirel, le politicien de carrière, le président de mon enfance, le politicien aguerri de mes années en France, puis à nouveau Premier ministre, et par la suite devenu président de la République.

Le rendez-vous « Rue Güniz » était fixé à 11 heures. Auparavant, j'avais bu un thé avec Son Excellence Yves Brodeur, ambassadeur du Canada, un diplomate qui met tout en œuvre pour promouvoir la francophonie. Nous nous étions entretenus pendant environ une demi-heure. La courtoisie des agents de sécurité de l'ambassade du Canada et le fait qu'ils soient des lecteurs assidus de notre journal faisaient partie des éléments importants qui me réjouissaient. Après m'être renseigné sur l'itinéraire à prendre pour me rendre rue Güniz, j'ai sauté dans un des taxis arrêtés devant l'ambassade, et j'ai dit au chauffeur « Rue Güniz. » Le chauffeur a tout de suite souri. Lorsque je lui indiquai le numéro de la rue, il m'a dit « Adressez mes salutations au "Père", nous l'aimons. » Il n'y a pas

de doute, Süleyman Demirel est toujours présent dans le cœur du peuple turc.

À mon arrivée rue Güniz, à la résidence du président, j'ai contemplé la célèbre maison de haut en bas. J'étais attendu. Mais comme il n'était pas tout à fait onze heures, un des agents de sécurité m'a invité à attendre dans un petit salon. À onze heures moins une ou deux minutes, un des responsables de l'équipe de sécurité

est venu me chercher et m'a invité à le suivre. Il me fit ensuite entrer dans une pièce fermée sans même me fouiller ni examiner ma serviette. Un décor rouge grenat dominait la pièce. J'attendais le neuvième président de la République, avec à la main ma serviette qui contenait un appareil photo, deux dictaphones, et les livres que j'allais lui offrir. Une minute ne s'était pas même écoulée, que la porte s'ouvrait. En face de moi, Süleyman Demirel en personne, me disait « Entrez, je vous en prie. » Il m'a tendu la main et m'a dit « Bienvenue. » Je me suis présenté et je lui parlai de notre journal. Cet homme d'État ayant marqué les 45 dernières années de la vie politique turque en oc-

J'avais l'impression d'être en face d'une histoire vivante, que c'était l'histoire qui parlait.

cupant de très nombreuses fonctions – dont la magistrature suprême – habillé comme un prince, m'écoutait avec attention. Il était installé sur un canapé à deux places et moi-même, j'étais assis sur un fauteuil qui se trouvait juste à côté. Sur la grande table basse placée devant nous, des livres traitant de la stratégie et un globe terrestre, le tout soigneusement disposés. En bref, un cabinet de travail sobre et accueillant.

Mes dictaphones étaient allumés. Et j'ai commencé à poser mes questions... « Vous pouvez me questionner sur les sujets de votre choix. » ajouta-

il, malgré le fait qu'il était convenu que nous parlerions de politique étrangère.

J'avais l'impression d'être en face d'une histoire vivante, que c'était l'histoire qui parlait. C'était pour moi un cours particulier formidable, tel un cours qui aurait porté sur la politique, les relations internationales, professé par un personnage ayant vécu les événements.

Les soixante-dix minutes sont passées à une vitesse incroyable. Il m'a ensuite raccompagné jusqu'à la porte. « Reviens me voir, quand tu le souhaites » m'a-t-il dit.

Et il m'a dit au revoir en me disant « Viens que je t'embrasse ! »

Au moment de mettre sous presse, nous venons d'apprendre que les ambassadeurs de Turquie en France et au Canada ont été rappelés par Ankara. Il est utile de rappeler que la Turquie est une grande nation depuis des siècles et un État moderne depuis 1923. Il serait préjudiciable à nos deux pays que des incidents enveniment les relations franco-turques.

Pour finir, j'aimerais vous annoncer les noms de ceux qui ont rejoint notre comité de rédaction et leur souhaiter la bienvenue dans notre équipe : Jean Michel Patalano, dirigeant de Proteam, le professeur Cuma Bayat, président de l'Université de Beykent, le professeur Beril Dedeoglu, présidente du département des relations internationales à l'Université de Galatasaray, Kasim Zoto, propriétaire de l'Hôtel Armada, Hasan Latif, enseignant à l'Université de Sakarya et le professeur Veysel Günay, artiste peintre et doyen de la faculté des Beaux-Arts à l'Université de Beykent.

*Yrd. Doç. Dr. Hüseyin Latif

Enseignant à l'Université de Beykent

Docteur de l'Université Sorbonne Nouvelle – Paris III

L'université : un outil de transformation sociale



Süheyl Batum

Rencontre avec le président de l'université de Bahçeşehir, Süheyl Batum, un professeur dynamique plein d'enthousiasme pour qui tous les jeunes doivent pouvoir suivre les études supérieures qu'ils souhaitent. Il nous a accueillis chaleureusement et a répondu à toutes nos questions au sujet des universités privées en Turquie.

Une grande partie des étudiants qui passent le concours d'entrée à l'université se retrouvent sans rien. Les universités privées ont une mission importante, celle de combler ce manque. Qu'avez-vous à nous dire sur ce sujet ?

Malheureusement, les gens ne connaissent pas cette mission en Turquie. 1 800 000 jeunes passent le concours d'entrée à l'université et seulement 10 % d'entre eux, peut-être, peuvent continuer dans la voie qu'ils ont choisie. C'est un sacrifice humain catastrophique.

En Turquie, la mission des institutions éducatives privées est de rendre l'université accessible, en partenariat avec l'État, à des jeunes ayant atteint l'âge de faire des études, mais qui n'ont pas pu dépasser les 10 %. Oui, ces institutions éducatives privées sont payantes mais si l'État

et la société se débarrassaient de leurs préjugés, les jeunes qui n'ont pas les moyens financiers mais qui réussissent ne seraient pas laissés de côté, grâce aux universités privées. L'argent qui rentre est redistribué à ceux qui n'ont pas les moyens financiers nécessaires.

Où en sont aujourd'hui les relations entre l'État et les institutions éducatives privées? Dans quelque temps, chaque

université va essayer de faire valoir ses propres qualités.

Nous sommes à l'origine de cette démarche. Le YÖK (Institution de l'Enseignement Universitaire) contrôle les universités privées. Mais au sein du YÖK, il y a une distinction entre le public et le privé. Les institutions éducatives privées ne sont souvent considérées que comme des entreprises commerciales. Mais désormais il faut dépasser cette vision. Les points, c'est important, mais ce n'est pas le critère à privilégier. Le YÖK doit créer un système de hiérarchisation entre les universités, comme cela existe aux États-Unis. Chaque année, le YÖK définit notre contingent, et cela ne repose sur rien. Nous devons à présent évaluer les universités en nous basant sur ce qui est effectif, c'est-à-dire le corps enseignant, les publications et les actions qui sont menées. À partir de là, le système sera vraiment mis en place.

Vous avez effectué vos études supérieures en France ; que pensez-vous du système d'enseignement dans ce pays ?

J'ai une grande estime envers le système d'enseignement français. Je pense même qu'en France l'enseignement, en particulier celui du second cycle, est supérieur à celui des États-Unis. Mais ce système reste cependant figé et fermé. De l'extérieur, il est très difficile d'établir des contacts avec les universités en France. Par contre, je pense qu'aux États-Unis, le troisième cycle est de meilleure qualité, peut-être parce qu'ils sont plus ouverts sur l'extérieur.

Désiriez-vous que des accords soient conclus entre Bahçeşehir et les universités françaises ?

Bien sûr, c'est notre souhait. Nous sommes les seuls en Turquie à avoir passé un accord avec le Centre International de Formation européen et l'Institut de Hautes Études Internationales. À présent, nous

travaillons en collaboration pour le diplôme de Hautes Études Internationales. Nous avons toujours voulu être partenaires des Français. Puisque nous avons un département d'architecture, nous avons voulu travailler en partenariat avec l'École Nationale d'Architecture ou bien avec l'école d'Architecture d'intérieur. Nous en avons parlé avec l'attaché culturel d'Istanbul. Nous avons obtenu le soutien du milieu diplomatique mais nous n'avons pas encore pu développer cette idée. D'autant plus que le président du comité de gestion de la fondation, qui fait partie du corps enseignant, administre sa propre école de cours du

soir, et son lycée. Nous avons voulu fonder une institution éducative privée dispensant un enseignement en français, semblable à l'enseignement primaire de Galatasaray, et travailler en partenariat avec la France. Là non plus, cela n'a pas été possible, car ils avaient des accords avec Galatasaray.

Pouvez-vous brièvement nous expliquer ce qui distingue l'université de Bahçeşehir des autres institutions éducatives privées ?

En tant qu'université de Bahçeşehir, nous espérons que dans les cinq, voire dix années à venir, les faux-semblants vont disparaître et qu'une vraie compétition va voir le jour, et nous voulons nous y préparer dès maintenant. Nous désirons que notre place soit reconnue parmi les universités de Turquie qui dispensent le meilleur enseignement en langues étrangères. La mission d'une université, dans un pays comme la Turquie, ne doit pas se résumer à un enseignement de qualité. Elle doit aussi entreprendre une mission en vue de transformer la société. Dans cette optique, nous avons deux projets importants en

préparation, dont l'un concerne les femmes. Il a été mis en place ici, sous la forme d'un « work shop » qui a duré trois jours. Nous sommes fiers, par exemple, que le droit de vote et d'éligibilité ait été accordé aux femmes en 1930 en Turquie. Mais aujourd'hui, la situation est déshonorante. Nous devons transformer cette société. Nous avons établi une loi pour protéger la famille, mais lorsqu'une femme battue par son mari va voir la police, il faut qu'elle soit écoutée. Nous avons lancé le projet de l'éveil de la conscience du citoyen et de la femme et nous avons passé des accords avec plusieurs municipalités. Nous allons conduire le même projet avec les Américains dans la région du Sud-Est. En d'autres termes, nous voyons l'université comme un outil de transformation sociale. Notre second projet va prendre la forme d'une académie sociale. Autrement dit, nous préparons une série de conférences destinées au citoyen lambda. Ce sera gratuit, des académiciens viendront parler pendant 50 minutes, et ensuite 20 minutes seront consacrées à une discussion entre le conférencier et le public, sous forme de questions réponses. Nous délivrerons alors un diplôme d'académie aux personnes qui auront suivi au moins 110 cours. Ce n'est absolument pas politisé. Les citoyens turcs vont pouvoir s'informer sur les sujets qui les intéressent comme, par exemple, les

nanotechnologies, l'OTAN, l'énergie solaire. Nous innovons dans ce domaine. Nous avons notamment proposé le droit politique. On nous a rétorqué « Est-ce que c'est vous qui allez former les politiciens ? » Non, et de toute façon un politicien ne se forme pas dans une école. Mais les personnes qui veulent s'impliquer dans la politique doivent avoir accès à des informations précises. Les politiciens expérimentés peuvent ainsi livrer leurs connaissances, leurs expériences et chacun peut, par la suite, faire de la politique en intégrant le parti de son choix.

Si l'État et la société se débarrassaient de leurs préjugés, les jeunes qui n'ont pas les moyens financiers mais qui réussissent ne seraient pas laissés de côté, grâce aux universités privées.

Ce sont des projets gratuits qui ont pour objectif de transformer la société. De plus, nous faisons aussi partie du projet d'enseignement pour les étudiants de la Haute École Professionnelle.

Mais alors, selon vous, quels sont les principes élémentaires indispensables de l'enseignement ?

C'est très simple en vérité. Il faut de très bons professeurs. Il faut aussi offrir au corps enseignant de bons moyens et des outils de niveau international, pour qu'il puisse continuer à se former. Un bon professeur attirera de bons élèves. En accordant de l'importance à tout cela, avec une stratégie commune, nous pouvons mettre en place un système satisfaisant. C'est ce qui manque le plus en Turquie. Par exemple, les États-Unis ne nous devancent pas en ce qui concerne l'enseignement du second cycle universitaire. Mais ils ont mis en place une stratégie qui leur est propre : ils donnent le meilleur enseignement possible à 5 % de la population, auxquels ils confient l'administration de l'État. Bush n'est peut-être pas vraiment brillant mais ses collaborateurs, eux, sont très intelligents. En Turquie, nous ne plaçons pas à des postes stratégiques les personnes ayant reçu une très bonne formation. S'il le décide, c'est le secteur privé qui les emploie. Malheureusement, il ne reste pour occuper les postes publics que des personnes ayant reçu une mauvaise formation. La Turquie n'a pas de système cohérent, elle ne cherche pas à ce que ses dirigeants soient instruits. Il est donc impossible, dans un tel pays, d'assurer un bon système d'enseignement. Il faut tout d'abord établir un plan stratégique solide et assurer la mise en place d'un dispositif scolaire et universitaire adéquat. C'est seulement de cette manière que la Turquie pourra se doter d'un bon système d'enseignement.

Propos recueillis par Mireille Sadège et Bilge Demirkazan, Journalistes



Restaurant et Hôtel, en plein cœur de la vieille ville d'Istanbul.

www.armadahotel.com.tr
0212 455 4 455

LIVRES FRANÇAIS

EFY KITABEVI

Librairie française

Istiklal Caddesi, Emin Nevruz Çikmazi No. 18
Beyoglu, Istanbul. Tél. 0212 251 01 77

Quel bonheur pour les Turcs ?



Yankı Yazgan

De surcroît, nous voyons que le bonheur et le malheur posent problème dans les sociétés où les besoins primaires sont le mieux satisfaits, où l'évolution de la civilisation entraîne avec elle un « problème d'insatisfaction ». Selon Freud, après la satisfaction des besoins primaires, ce qui rend l'homme heureux, c'est le travail et l'amour.

Ces deux notions sont en vérité l'expression, dans le langage actuel, des activités productrices. Lorsque nous n'aimons plus, nous tombons malades. Il va sans dire que lorsque je parle de maladie, je ne fais pas référence à la schizophrénie ou à la maniaco-dépression. Aimer quelque chose, s'attacher avec force à quelque chose, désirer quelque chose, tout cela fait partie des besoins fondamentaux du bonheur. Cela peut parfois être incarné par une personne, un idéal ou un hobby. Le travail est, quant à lui, un facteur d'épanouissement.

Sous certains angles, le travail à notre époque n'est peut-être pas aussi épanouissant qu'il le fut au XVI^e siècle. C'est pourquoi le bonheur est plus difficile à atteindre de nos jours. Le passage de l'effort manuel à l'effort intellectuel a rendu plus difficile la naissance du produit de l'activité humaine. Il est de plus en plus difficile de voir à quoi va servir ce que nous faisons, de voir son état final. Et l'être humain n'est pas constitué de manière à pouvoir attendre aussi longtemps. Mais, à l'heure actuelle, le temps que l'on doit attendre pour recueillir le fruit des nos efforts s'est rallongé.

Les problèmes liés au sommeil, la dépression, le taux de suicide, la dépendance aux stupéfiants, ... pouvons-nous dire que la technologie isole l'homme ?

Nous savons que cela fait des millénaires que l'homme perd la raison. La mélancolie existe depuis des millénaires. Par consé-

quent, il serait erroné de rendre l'époque moderne responsable de tous les problèmes. Dans un sens, nous pouvons concevoir la dépression, par exemple, comme un mécanisme de défense dans le cas où l'individu se laisse submerger par ce qu'il vit. En d'autres termes, l'organisme alerte qu'il ne peut plus porter la charge présente. Nous pouvons même dire que c'est une occasion à saisir pour se relever.

Mettons aussi les Turcs sous la loupe : nous pouvons observer qu'en Europe, les gens s'occupent moins de ce que font les uns et les autres. Dans notre société, tout le monde se préoccupe et se mêle à ce que fait l'autre, y compris sa vie privée... Pourquoi une telle différence ?

Nous pouvons voir cet état de fait sous différents angles. Il est possible de parler ici de l'influence des conditions sociales, culturelles et géographiques. Nous pouvons, par exemple, faire une distinction entre le Nord et le Sud. Le climat en Turquie est favorable à la vie à l'extérieur. Par exemple, je suis moi-même originaire d'Izmir.

Si vous avez grandi à Izmir, il est tout à fait naturel de s'asseoir devant sa porte et d'observer les passants car tout le monde vit dehors et tout le monde se voit. C'est la réalité des sociétés qui sont

marquées par une culture du plein air. Si nous devons caractériser les Turcs, nous dirions qu'ils s'épanouissent facilement, sont un peu impatients, hâtifs, emportés, tendus, mais aussi timides et pudibonds. Bien sûr, nous n'avons pas les connaissances nécessaires pour l'expliquer de manière pertinente. Mais une chose est sûre, les spécificités du comportement sont largement influencées par l'ampleur des sources. Les comportements que l'on a définis comme étant inhérents aux Turcs sont visibles aussi dans les moments pénibles et difficiles chez les personnes vivant dans les pays à l'Ouest de la Turquie. Il est vrai qu'ils sont assez pragmatiques. C'est pourquoi ils s'adaptent très vite à la société dans laquelle ils se trouvent. Une

Les gains acquis sans peine, comme une cagnotte d'un million de dollars au loto, ne fabriquent pas nécessairement du bonheur.

autre de leurs spécificités les plus visibles, c'est la fragilité, c'est-à-dire la sensibilité. Les Turcs sont un peuple nomade. Les peuples nomades subissent différents traumatismes. Être victime d'un traumatisme rend plus enclin à se sentir en danger. Par exemple, une critique émise par un tiers semblera être une parole avilissante et la réaction se fera en fonction. Une personne qui veut instaurer une communication en tenant compte de cette susceptibilité ne pourra pas trouver meilleurs amis et alliés que les Turcs. Il faut être compréhensif envers la fragilité de cette société évoluant dans un pays qui a traversé une période historique bien complexe, en particulier au cours des derniers siècles.

Venons-en à l'amour, peut-il être une maladie ? Et si c'en est une, faut-il le fuir ? Faut-il essayer de contrôler ses sentiments ?

L'amour échappe à notre contrôle. On ne tombe pas amoureux, en disant un jour « Allez, aujourd'hui, je vais tomber amoureux. » Le principe fondamental de l'amour, c'est la peur de perdre. Cette peur apparaît au moment où débute l'amour. Par conséquent, l'amour s'accompagne de la souffrance. La peur de souffrir, c'est la peur que votre union se brise au moment même où vous commencez à partager quelque chose avec votre partenaire. Tous les efforts sont faits pour ne pas perdre l'objet de l'amour. Comme le dit Aragon dans son poème, « Il n'y a pas d'amour heureux. » C'est vrai dans un sens, mais je ne pense pas que nous tombions amoureux pour trouver le bonheur. L'amour, c'est en réalité le lien qui se crée entre deux personnes et le mécanisme mis en place, accordé, pour ainsi dire, pour la survie de l'espèce. Mais comme nous ne sommes pas des animaux, nous transformons ce mécanisme à l'intérieur de la vie sociale. Beaucoup pensent que l'amour est une maladie, mais une telle maladie que personne n'a envie de se faire soigner. L'amour a tout de même un terme défini, nous savons que dans une période comprise entre 18 et 24 mois, les changements psychiques propres à l'amour s'éteignent petit à petit.

Propos recueillis par Bilge Demirkazan, journaliste

Vivre est une chose problématique. Que peut-on faire pour préserver sa santé mentale alors que l'on est obligé de faire face chacun à ses problèmes ? La recette du bonheur est-elle la même pour tout le monde ? Nous nous sommes entretenus avec le psychiatre Yankı Kazan, des formes du bien-être à travers le monde.

Le bonheur a-t-il un standard ?

Il existe plusieurs interprétations émanant de différentes personnes, car c'est un sujet qui n'intéresse pas seulement la psychologie mais aussi la philosophie, la littérature etc. ... Mais les récentes études scientifiques réalisées montrent que le bonheur est un sentiment qu'on ne ressent pas, en général, au moment où il est présent mais plutôt quelque chose dont on se souvient par la suite. La plupart des gens n'ont pas conscience qu'ils sont heureux au moment même où ils vivent ce bonheur. C'est pourquoi le bonheur est un sentiment plutôt rétrospectif (symétrie arrière). C'est la raison pour laquelle il s'amalgame avec des sentiments tels le manque ou la nostalgie.

Pouvez-vous nous donner la recette du bonheur ?

Nous avons tendance à croire qu'on est plus malheureux dans les pays pauvres. Alors que le malheur n'a pas vraiment de lien avec la pauvreté, mais davantage avec le regard que l'on porte sur la vie.

Encore le Moyen-Orient

(Suite de la page 1)

de l'Iran et l'Irak qui, de toute façon, ne quitte jamais notre actualité, les déclarations successives faites par les États-Unis et l'Iran le 11 avril 2006, montrent que l'Iran va très largement occuper l'actualité de la scène internationale. L'ancien président iranien Hasimi Rafsandjani d'abord puis, le 11 avril 2006, le président de la République d'Iran Mahmoud Ahmedinejad, et le même jour le président de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique ont annoncé à leur peuple et à l'opinion publique internationale, en particulier aux États-Unis et à Israël, que l'État iranien faisait partie depuis le 9 avril 2006 des pays détenteurs de la technologie nucléaire. Un proverbe turc dit ceci : « Allah a donné deux yeux à l'aveugle qui n'en voulait qu'un seul » et l'Iran a donné aux États-Unis une satisfaction semblable à celle de l'aveugle. Alors que le président Bush et son équipe faisaient des pieds et

des mains pour trouver un terrain légitimant une intervention en Iran, l'administration iranienne semble décidée à aider le président Bush. Les commentateurs de la scène locale et internationale sont d'accord pour dire que l'Iran agit de manière stupide. Cependant, il est impossible que l'Iran se comporte de façon aussi stupide et inconsciente. L'administration iranienne est extrêmement habile et prudente. Elle n'aurait pas agi de manière à ouvrir la voie à l'intervention des États-Unis, sans avoir tout calculé et pris soin d'examiner la position et le potentiel d'action de toutes les parties. L'Iran a dû bien calculer tous ses atouts, ses chances et prévoir le moment où les États-Unis perdront patience. En effet, en cas d'intervention américaine, l'Iran ne combattrait pas les États-Unis seulement à l'intérieur de ses frontières, mais aussi sur le sol irakien. Du reste, à l'heure actuelle, les États-Unis mènent une lutte d'intensité modérée avec une partie des groupes sunni-

tes et chiites soutenus par l'Iran. Si l'intervention américaine en Iran se concrétise, ce dernier va soutenir de manière encore plus soutenue et ouverte, la guerre d'opposition au régime américain en Irak. Certains groupes chiites irakiens en particulier, partisans des États-Unis en Irak, se retourneront contre eux, si l'Iran venait à le suggérer, situation qui leur ferait perdre l'Irak. Selon les paroles du président égyptien Hosni Moubarak, les chiites d'Irak sont plus attachés à l'Iran qu'à l'Irak, déclaration qui prouve d'autant plus que l'influence de l'Iran sur les chiites irakiens a atteint un tel niveau qu'ils dérangent beaucoup les Arabes et l'opinion publique internationale. Nous faisons partie de ceux qui pensent que l'Iran va faire volte-face à la dernière minute et qu'il ne va pas préparer le terrain pour une intervention des États-Unis, mais parfois les gouvernements viennent à manquer de discernement. Espérons que l'administration iranienne ne commettra

pas une telle erreur car, même si l'administration iranienne ne nous est pas vraiment proche, le peuple iranien, lui, est un peuple ami. Nous ne voudrions ni d'une bombe atomique, ni d'un embrasement de notre région ou chez l'un de nos voisins. L'Iran doit renoncer à sa politique de bombe nucléaire. Il doit y renoncer pour son peuple et pour les peuples voisins. Comme tous les autres peuples, le peuple israélien aussi a le droit d'exister, ce que majoritairement les Arabes acceptent. Il n'y a aucun sens à être plus royaliste que le roi. L'Islam n'a jamais ordonné à un peuple ou à un État musulman d'éliminer tel peuple ou telle religion. Le comportement du régime iranien a un caractère idéologique. Mais le peuple iranien est un peuple pacifiste et avisé, espérons qu'il ne cautionnera pas l'attitude idéologique des mollahs et que notre région ne sera pas de nouveau ensablée.

**Prof. Dr. Haydar Çakmak
Professeur à l'Université de Gazi*

CANNES : légendes, traditions et paradis de la plaisance

Cannes, ville d'authenticité provençale est une destination internationale de premier plan. Depuis plusieurs années, tourisme de loisirs et tourisme d'affaires y ont développé un fort caractère cosmopolite. Grâce à son Festival International du Film, Cannes est au mois de mai la ville la plus admirée du monde. Ce festival est devenu un véritable symbole mondial de la liberté de création et d'expression. Septembre 1946... Le premier Festival de Cannes ouvre ses portes. Dès la première année, c'est un extraordinaire succès. La capitale mondiale du 7^e Art vient de naître et le Palais des Festivals, temple sacré, déroule chaque année au printemps son tapis rouge sur les 24 marches les plus célèbres du monde. C'est avec émotion et passion que tous les « Dieux et Déesses du cinéma » ont signé leur passage en laissant l'empreinte de leurs mains dans le « ciment » pour l'éternité, sur

« L'Allée des Étoiles du Cinéma » bordée de massifs fleuris.

Cette année le 59^e festival se déroulera du mercredi 17 au dimanche 28 mai 2006. Il sera présidé par réalisateur chinois Wong Kar Wai. Et parmi le jury figurent des noms comme l'actrice italienne Monica Bellucci, l'acteur américain Samuel L. Jackson, le réalisateur français Patrice Leconte et d'autres personnalités.

Des lieux à voir

La Croisette : Du Palais des Festivals à l'Ouest au port Pierre Canto à l'Est, elle s'étend telle une fresque où tout n'est que symphonie de couleurs. Elle arbore l'audace de l'élégance avec ses palaces, son Festival, ses vitrines aux griffes prestigieuses...

La rue d'Antibes : elle rivalise de coquetterie avec La Croisette. Parallèle à celle-ci, elle offre une myriade « d'écrans » pour vous ravir lors de votre shopping : parfumeries, joailleries, fleuristes, prêt-à-porter, confise-

ries, salons de thé...

La rue Meynadier : une rue piétonne qui déborde de vie et de pittoresque. Vous y trouverez : « maîtres » fromagers, traiteurs... et de nombreuses boutiques d'artisanat local.

Le Marché Forville : les paysans et les pêcheurs viennent y vendre leur production...

Couronné par les remparts de la Tour Sarrasine, le Suquet domine le vieux port et livre un passé intact : la Chapelle Sainte-Anne (XII^e siècle), le Musée de la Castre et l'église Notre-Dame d'Espérance construite au XVII^e siècle. Au mois de juillet, c'est dans ce décor majestueux que l'on assiste aux Nuits Musicales du Suquet, où se produisent formations, chefs d'orchestre et solistes renommés.

Entre festivals et grands événements, Cannes vit toute l'année au rythme de la culture, servie par de multiples organismes contribuant à son rayonnement et à son enseignement.



Le temps des tulipes à Istanbul



*Sühendan İlal

2006 est l'année de la Tulipe à Istanbul. La municipalité se prépare à orner la ville de trois millions de tulipes.

J'ai moi-même ressenti cette excitation, et j'ai voulu vous raconter l'histoire de la tulipe. Cette fleur qui ornait les landes de l'Asie centrale depuis plus de trois mille ans, est entrée en Anatolie grâce aux migrations et à la route de la soie. Très prisée par les Seldjoukides, la tulipe est aussi devenue par la suite une fleur très appréciée par les Ottomans. Connue comme étant la fleur divine, certains empereurs se la faisaient broder sur leurs vêtements et leur armure, pour se protéger des défaites lors des combats qu'ils menaient.

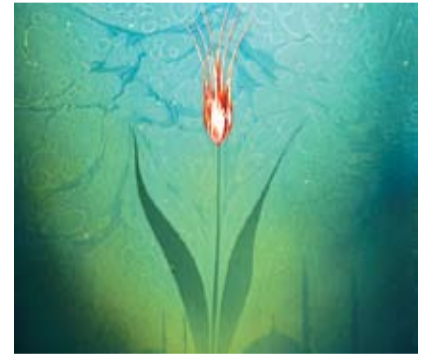
Au quinzième siècle, Soliman le Magnifique fait décorer les jardins du palais de Topkapı de tulipes. À cette époque, la tulipe est le motif le plus apprécié dans tous les domaines de l'art ottoman. Par exemple, les faïences de la mosquée Rüstem Pasa, construite par l'architecte Mimar Sinan,

présentent 41 sortes de tulipes toutes différentes les unes des autres.

À l'époque de Soliman le Magnifique, en 1555, Busbecq est envoyé à Istanbul en tant qu'ambassadeur du Saint-Empire, fonction qu'il remplit jusqu'en 1562. Après le traité de paix signé entre l'État ottoman et l'Empire austro-hongrois, Busbecq rentre dans son pays avec six chameaux chargés de multitudes de plantes dont le nom reste inconnu, et également avec des bulbes de la célèbre tulipe d'Istanbul. Il les donne au botaniste Charles de l'Écluse, professeur à Leyde. Ainsi commence l'aventure de la tulipe en Europe qui durera plusieurs siècles. Busbecq avait vu des tulipes pousser dans les champs, sur la route reliant Edirne à Istanbul. Il demanda à une villageoise le nom de la fleur ac-



crochée au foulard noué sur sa tête. Croyant qu'il lui demandait le nom du foulard, la villageoise lui répondit « Tülbent » (turban ou foulard en turc). Busbecq affirma alors : « Les Turcs appellent cette fleur tulipe » et c'est ce nom qui se répandra en Europe. La tulipe a commencé à être diffusée à Prague entre 1634 et 1637 puis s'est étendue jusqu'aux Pays-Bas, où elle est devenue une source de revenus pour beaucoup de familles. Avec le temps, la culture de la tulipe a fait l'objet d'un véritable vent de folie et une bourse a même été créée pour l'échange de bulbes de tulipes. Une espèce de bulbe de tulipe rare, blanche avec des rayures rouges, a été cédée contre 10 tonnes de blé, 8 tonnes de seigle, 4 bœufs, 8 porcs, deux tonneaux de vin, quatre tonneaux de bière, deux tonnes de beurre, quatre tonnes de fromage, un lit nuptial, un costume, et une coupe en argent. Face à ce déchaînement, l'État interdit en 1637 la spéculation en bourse sur la tulipe. Dans les années 1720, l'ère de la tulipe commence au palais de Topkapı avec Ahmed III, les jardins du palais de Topkapı sont agrémentés de tuli-



pes, et la tulipe est honorée chaque année par des festivités qui lui sont consacrées. Nous connaissons l'intérêt de Ahmed III pour la tulipe, et nous savons qu'il faisait importer des millions de bulbes de tulipe depuis les Pays-Bas. Les tulipes cultivées à cette époque, aux longues tiges et aux fins pétales, différentes de celles cultivées aux Pays-Bas, sont connues comme les tulipes d'Istanbul, comme le montrent les miniatures de Levni. Cette période de luxe signe aussi la fin de l'Empire ottoman. Comme si la tulipe était responsable de cette fin, elle tomba alors dans l'oubli.

*Yrd. Doç. Dr. Sühendan İlal
Enseignant à l'Université de Beykent



34^e Festival International de Musique d'Istanbul 8-24 Juin



Fondation d'Art et de Culture d'Istanbul (IKSV)

Le festival international de musique d'Istanbul ira à la rencontre des amateurs d'art stambouliotes à 34 reprises cette année, avec un programme vraiment spécial et d'importantes modifications. Il se tiendra entre le 8 et le 24 juin.

Concert d'ouverture

Jeudi 8 juin Musée Ste-Irène - 19h
Orchestre philharmonique Borusan Istanbul

Concerts d'orchestre

Orchestre de chambre de Bâle
Vendredi 9 juin, Musée Ste-Irène - 20h
Orchestre de chambre Acadimia
Samedi 10 juin, Musée Ste-Irène - 20h
Les Arts florissants
Jeudi 15 juin, Musée Ste-Irène - 20h
Die Deutsche Kammerphilharmonie Bremen
Lundi 19 juin, Musée Ste-Irène - 20h
Orchestre philharmonique Tekfen
Mercredi 21 juin, Musée Ste-Irène - 20h
Symphonie des trois mers
Jeudi 22 juin, Musée Ste-Irène - 20h
La Petite Bande
Vendredi 23 juin, Musée Ste-Irène - 20h

Concerts de musique de chambre

Le Concert d'Astrée
Cecilia Bartoliproibita
Lundi 12 juin, Musée Ste-Irène - 20h30
Bülent Evcil & Lior Kretzer
Mardi 13 juin, Fondation de l'histoire, Bâtiments Darphane- Âmire - 18h
Baroque bolivien
Mardi 13 juin, Musée Ste-Irène - 20h
Le Jardin de l'harmonie
Mercredi 14 juin, Musée Ste-Irène - 20h
Boğaziçi Quartet
Mardi 20 juin, Musée d'archéologie - 21h15
Orchestre baroque de Fribourg
Mercredi 19 juillet, Musée Ste-Irène - 20h

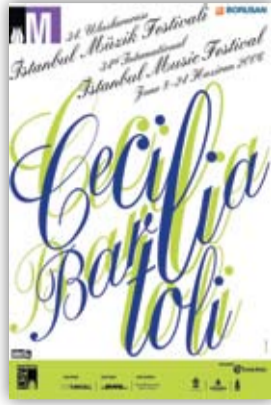
Récitals

Petite musique de nuit
Lundi 12 juin, Fondation de l'histoire, Bâtiments Darphane- Âmire - 18h
Mozart « 18 »
Vendredi 16 juin / samedi 17 juin
Fondation de l'histoire,



Bâtiments Darphane- Âmire - 18h
Ece Demirci & Barennie Moon
Jeudi 22 juin, Fondation de l'histoire, Bâtiments Darphane- Âmire - 18h
Andras Schiff
Samedi 24 juin, Salle de concerts İş Sanat 20h

Opéra et Musique vocale



Cécilia Bartoli
Mardi 18, jeudi 20, samedi 22 juillet
Musée Ste-Irène - 20h

La Vie et l'Amour d'une femme
Jeudi 15 juin,
Théâtre du Palais Yıldız - 18h
La Clémence de Titus
Samedi 17 juin,
Musée Ste-Irène - 19h
L'Enlèvement au sérail
Jeudi 22, samedi 24 juin,
Musée du Palais Topkapı - 21h15

Projet spécial IKS

Un des plus importants musiciens vivants de jazz **Chick Corea**, est l'invité du festival avec la **Bayerische Kammerphilharmonie**, sponsorisée par le **Crédit Suisse**.

In The Spirit of Mozart
Mardi 4 juillet, Musée Ste-Irène - 20h
Pour de plus amples informations :
www.iksv.org/muzik

15^e Festival international de théâtre d'Istanbul 11 mai - 6 juin

Une soixantaine de représentations sont prévues dans le cadre du festival, des spectacles de compagnies de danse et de théâtre mondialement connues issues de dix pays différents. Le festival sera composé de quinze spectacles turcs et dix spectacles étrangers.

Pour de plus amples informations :
www.iksv.org/tyatro



L'Odyssee Cannes-Istanbul du 25 juin au 8 juillet 2006

La Ville de Cannes est heureuse d'accueillir cette année le départ de l'Odyssee des Temps Modernes reliant, pour son édition 2006, Cannes à Istanbul. Durant plus de dix jours, les skippers des dix-huit équipages présents au départ vont se livrer à un véritable périple méditerranéen.



**DIX DOIGTS
DIX TALENTS**

PUBLICITE
PLASTIFICATION
CREATION GRAPHIQUE
IMPRESSION
WEB CREATION
WEB HOSTING
EDITION
IMPRESSION FILM
NUMERISATION
EPREUVE
WWW.EBRUGRAFIK.COM TEL. +90 212 283 34 33
INFO@EBRUGRAFIK.COM

Institut Français d'Istanbul



Colloque
Vendredi 16 juin de 09h à 18h
Samedi 17 juin de 09h à 13h
7^{es} Journées de « Discussions sur la Jeunesse »
«Le changement à l'adolescence»
Association Psychanalytique d'Istanbul
Tel/Fax: 0212. 247 75 05
e-mail: turkpsikanaliz@yahoo.com

Salon du livre Français
du 29 mai au 4 juin
ouvert tous les jours - entre 10h et 20h
Institut Français d'Istanbul

Musique
19 juin 2006 à 20h30
Institut Français d'Istanbul
Didier Labbe Quartet
A la croisée du jazz et des musiques méditerranéennes

Exposition
30 mai - 27 août
Musée Istanbul Modern
« Light Lines »

François-Marie Banier
5 mai - 25 Juin
Musée de Péra
« Profils : 15 ans de création artistique en France »
Œuvres issues des collections du FNAC et des FRAC en collaboration avec l'AFAA

12 Juin - 3 septembre 2006
Musée de Sabancı
« Rodin »

Gastronomie turque



L'office de tourisme de Turquie à Paris a organisé une soirée de dégustation des spécialités turques. Les plats ont été préparés par le restaurant « Sizin » - 36, rue du Faubourg du Temple 75011 Paris (Tél. 01 48 06 54 03)



La fête de Hidrellez à Ahirkapi pour célébrer le printemps

Asım İşler : un peintre de l'abstrait



*Selcen Aksel

Asım İşler : un artiste qui possède une place spéciale parmi les artistes de Turquie de par sa conception qui prend forme dans une thématique solide dans le mouvement abstrait.

Le commencement de la vie artistique n'est défini de manière catégorique pour aucun peintre, il se crée une voie avec le temps grâce à la conscientisation de ses premières recherches, pour créer son propre univers. Il commence alors à produire des œuvres, avec un effort dans lequel la vision à travers le trait, la liberté et les choix sont les forces dominantes. Ce faisant, il fait sa place, entre la recherche et l'infini des combinaisons.

Pour Asım İşler, l'entrée à l'Académie publique des Beaux-Arts d'Istanbul est le point de départ d'une étape importante dans cette histoire. Après l'enseignement reçu dans cette école, dont il est diplômé en 1966, il poursuit ses travaux et ses recherches artistiques à Paris où il part en tant qu'étudiant boursier, et dans d'autres pays européens. Entre 1970 et 1974, il entreprend là-bas des activités d'enseignement, d'instruction, d'exploration et des travaux d'atelier. Il organise des expositions dans son propre atelier, encore une fois grâce à des démarches personnelles, il rencontre d'autres artistes dans le décor créé par la réflexion commune. Au « retour », autrement dit lorsqu'il commence à enseigner à l'Académie, il continue également à évoluer dans l'art avec une identité de professeur et d'artiste.

« Lorsque j'étais à l'Académie aussi, le noyau dur du sentiment de mon identité de

peintre était présent, même si vraisemblablement il se trouvait à l'état primaire ; ce n'était pas un point auquel j'avais accédé de manière consciente à cette époque... Mais, avec du recul, même si j'ai traversé cette période grâce à des soutiens, et avec les acquis émanant d'une âme d'amateur et de certaines envies, j'ai ressenti que j'éprouvais les vrais désirs. Ensuite, vient la période qui marque le début de quelque chose d'original, nourrie par ses acquis et ses recherches. Des recherches intenses nées d'une prise de conscience et de la différenciation de certaines choses.

La période étudiante, les expériences dans différents pays, des œuvres dans lesquelles les thèmes s'unifient avec un récit solide, avec l'abstraction des figures qui donne la clé d'un univers original.

Et, aujourd'hui, des œuvres où la différence entre l'abstraction et l'abstrait est plus que visible imposent leur nom.

Le propos s'oriente sur les principales problématiques qu'il interroge dans sa peinture. Il nous dit qu'il a tout d'abord, une approche structurale de la peinture, nourrie par tout ce qui est universel, le monde environnant, et la nature dans son ensemble. La mise en avant de l'expression a pour fondement une compréhension intégrale qui est à la fois intuitive, sensitive et scientifique. En bref, l'expression, en d'autres mots le sentiment, et l'entendement se situent côte à côte dans cette vision structurale.

« Vous êtes dans l'obligation de considérer

vraiment l'acte de création comme quelque chose qui vous soutient ; dans le cas contraire, vous risquez de rester figé et de régresser. Dans un sens, cela veut dire être vous-même. »

À côté de la position qu'il a atteinte dans l'abstrait, qui est considéré comme un mouvement particulier dans l'histoire de la peinture sur toile, la gravure a aussi une place à part pour l'artiste. Concernant tout cela, il est possible de dire simplement ceci : toutes les définitions picturales telles que le noir et le blanc, la couleur, l'espace,

le pinceau, la texture, le dessin... sont très importantes, et il dit : « Il faut mettre en évidence une solution et une cohérence qui vous sont propres. »

L'expulsion peut ne pas être une définition suffisante, l'effort du règlement de compte pour créer une forme esthétique, effort cultivé de concert par la réaction, par la science et le

subconscient... Emprunter cette voie, avec l'énergie de l'expulsion, de la création, en vue de créer sa propre forme. Mettre en avant cette recherche solitaire et personnelle, en utilisant les éléments de base de la peinture. Nous ne parlons pas d'une histoire définie à l'avance, de l'expéditif ou bien des formes hermétiques du style. L'harmonie peut s'obtenir avec l'expérimentation courageuse de son propre langage pictural dans l'espace. Ou bien, il peut offrir sa propre forme dans le rythme d'un tout fragmenté. Ici, la couleur a aussi son mot à dire. Tout fusionne alors dans le langage créé par l'artiste. Il existe aussi, bien sûr,



Asım İşler

des raisons personnelles qui influencent de manière générale l'acte de création.

L'école par laquelle vous êtes passé, votre façon de faire, vos acquis et votre chemin pour régler vos comptes. Il ne pratique pas la recherche oppressante d'un style, il se sent surtout concerné par l'acte pictural. Peindre, c'est tout simplement un processus où tous les efforts sensitifs, de conscientisation, rationnels, et intuitifs sont au plus haut niveau. C'est aussi, dans un sens, une des voies possibles pour amorcer un nouveau règlement de compte avec les questions liées à la peinture, avec soi-même, ou bien avec l'histoire de l'art. Dans un processus dont ni le toit, ni la forme, ni la couleur, ni la direction ne sont connus à l'avance...

« L'abstrait est un point auquel je suis arrivé en étant propulsé par

l'apport de la peinture classique. L'abstrait n'est en aucun cas, une forme qui vient de nulle part ou qui est découverte. C'est un point auquel on accède avec la connaissance, les acquis, en passant par un chemin jalonné d'étapes, dans l'esprit de la création picturale. Peut-on le dépasser ? Oui, c'est possible, car je pense que ce processus est infini. Un tableau peut être retravaillé, déconstruit et reconstruit à nouveau. Sur ce point, je me sens libre. »

*Selcen Aksel, journaliste au quotidien Cumhuriyet



Maison coloniale : bois nobles, couleurs chaudes et exotisme du design

Le magasin de mobilier intérieur Maison coloniale a ouvert ses portes à Istanbul le 15 décembre dernier. Il présente, sur une surface de 400 m² répartie sur deux étages, des meubles, canapés, luminaires, miroirs et autres accessoires de la maison mis au point par un bataillon de créateurs à Paris. « Tous nos modèles – exclusifs – sont très marqués par l'inspiration extrême-orientale », explique Erik Bernard, propriétaire du magasin. Bois nobles et couleurs chaudes composent une atmosphère relaxante et confortable, rehaussée par l'exotisme du design. Le style colonial, plutôt massif, est là réadapté aux goûts européens et aux intérieurs citadins.

Les modèles sont présentés par thème, ou plutôt par région, recréant l'ambiance du pays d'inspiration des modèles. « La particularité de nos meubles, c'est qu'en plus d'adopter l'ambiance d'un pays, ils sont fabriqués sur place, souligne Erik Bernard. Maison coloniale a des ateliers en Chine, en Indonésie, en Inde... » Les détails et les fi-

nitions des meubles renvoient une image de robustesse et de qualité. « Nos meubles sont très stylés, renchérit Erik Bernard, mais ils restent accessibles à un prix abordable. »

La marque fournit en effet 95 magasins, répartis dans 13 pays, ce qui lui permet de réaliser de grosses économies d'échelle.

Les prix pratiqués sont d'ailleurs les mêmes que dans la maison mère, en France. « C'est un aspect important car, souvent, les gens craignent que les produits vendus par une marque prennent une plus-value en s'exportant. Chez nous, ce n'est pas le cas », précise le propriétaire du magasin.

Premier à proposer des meubles de ce style en Turquie, Erik Bernard a déjà constaté un intérêt croissant : « Il y a quelques semaines, il y a même un client qui est venu directement de l'aéroport au magasin, et qui a meublé entièrement sa résidence secondaire... » Erik Bernard, lui, projette déjà de développer ses magasins sur tout le territoire.



Envie de faire passer une publicité dans nos pages ?
Contactez-nous au 0 216 550 22 50.

Bulletin d'abonnement

Pour recevoir chez vous Aujourd'hui la Turquie, veuillez remplir et renvoyer ce coupon à l'adresse indiquée en précisant le nombre d'exemplaires.

11 numéros : 40 Turquie 50 Europe 11 numéros version PDF : 25

Abonnement de soutien pour les entreprises 11 numéros

Le kit de 20 exemplaires 300 Turquie 400 Europe

Le kit de 5 exemplaires 150 Turquie 200 Europe

Prénom : Nom :

Adresse :

Ville : Code postal : Pays : N° de téléphone :

Fax : Email :

Date :/...../..... Signature :

Mode de paiement pour la Turquie (rayer la mention inutile) :

- chèque (à l'ordre de Bizimavrupa Yay. Ltd)

- virement Yapi Kredi (n° de succursale : 0217-0 Moda İstanbul

n° de compte en euros : 3005115; en YTL : 1008772)

Bizimavrupa Yayıncılık Ltd. - Moda Cad. No:77 D.3 - 34 710 İstanbul - Turquie

Tél: 0 216 550 22 50 - Fax: 0 216 550 22 51 - Email: alaturque@alaturque.com

Mode de paiement pour l'Europe (rayer la mention inutile) :

- chèque (à l'ordre de CVMag)

- virement bancaire à l'ordre de Les Editions CVMag - Crédit Lyonnais

n° de compte 30002 Paris Bonne Nouvelle 00467 0000445120G

Les Editions CVMag 37 rue d'Hauteville 75010 Paris - France

Tél. 01 42 29 78 03 - Fax: 01 42 29 54 20 - Email: cvmag@cvmag.fr

alt 13-14

En route vers une finale Brésil-Argentine



**Kemal Belgin*
cordaient sur les estimations d'une possible finale entre le Brésil et l'Argentine, ou alors qu'une de ces deux équipes pouvait affronter la France. Et même, en laissant de côté ces trois équipes, les passionnés de football croyaient fermement, eux, que c'était la France ou l'Argentine qui gagnerait la Coupe. Mais chose incroyable, la France a quitté le tournoi au premier tour sans même marquer un seul but. L'Argentine a été la première équipe à rentrer dans son pays, en vivant un drame à peu près similaire. Cette profonde déception a tout de même été un tant soit peu effacée par la victoire en finale du Brésil, équipe à laquelle on reconnaissait le moins de chances parmi les favoris. Actuellement, nous sommes sur le point de démarrer une nouvelle finale. Le pays d'accueil, c'est l'Allemagne, pays qui a déjà gagné trois fois cette coupe par le passé. Mais cette fois-ci, dans un contexte où le football est caractérisé par une toute nou-

velle construction de jeu, le pays organisateur est marqué par le tourment de ne pouvoir s'adapter à cette nouveauté. Autrement dit, il n'est plus vraiment possible de dire « Quoi qu'il en soit, l'Allemagne jouera en finale », comme c'était le cas autrefois.

Mais quelles sont les équipes favorites de cette édition ? Cette fois aussi il y a l'Argentine et le Brésil.

En ce qui concerne la France, les points positifs qu'on lui accordait avant 2002 sont en nette régression. L'âge avancé de Zidane, les changements radicaux dans l'équipe, en particulier concernant la défense, éloignent cette fois-ci la France de la position d'équipe favorite.

En d'autres termes, c'est la première fois dans l'histoire de la coupe du monde, que le Brésil et l'Argentine apparaissent de manière aussi tranchée comme les deux équipes favorites. Au-delà de tant d'assurance, quelle est la principale raison pour laquelle ceux qui ont leur mot à dire et les passionnés du football parlent comme s'ils connaissaient la fin ? Je ne sais pas... Mais si vous voulez mon avis...

C'est la première fois dans l'histoire de la coupe du monde, que le Brésil et l'Argentine apparaissent de manière aussi tranchée comme les deux équipes favorites.

D'un côté, dans l'équipe nationale brésilienne actuelle, il y a Ronaldhino, un joueur connu comme la plus grande star d'une époque. De l'autre côté, l'équipe argentine compte Messi parmi ses joueurs. Mais ce qui est essentiel, c'est que presque tous les joueurs qui vont participer dans chacune des deux sélections ont déjà porté le maillot des grandes formations européennes. Cela veut dire qu'aucun des Brésiliens ou des Argentins ne sera étranger ni au climat, ni à la stratégie de jeu des grandes nations du football. Alors que la dernière fois, la

coupe a eu lieu en Extrême-Orient, où le changement de climat et le décalage horaire avaient accablé les stars, cette fois-ci, aucune de ces conditions défavorables ne sera présente, car presque tous les joueurs appartenant à ces deux équipes vivent en Europe, c'est-à-dire au cœur même du continent où va se jouer cette coupe du monde. C'est pourquoi je suis d'accord pour dire que ces deux équipes se retrouveront en finale. Qui plus est, d'après les rencontres prévues et la constitution des poules, il est quasiment impossible que ces deux équipes



se croisent sur le chemin menant à la finale. Mais ne peut-il rien arriver à ces deux équipes pendant le tour d'élimination ? Même si le Brésil doit lutter contre la Croatie, il arrivera probablement à passer facilement ce tour, aux dépens de l'Australie et du Japon. Au deuxième tour, il rencontrera la République tchèque et l'Italie. C'est précisément ici que le Brésil, si jamais il y parvient, peut faire preuve d'intelligence et choisir un partenaire, chose qu'il n'a jamais faite jusqu'à maintenant. Mais l'Argentine, elle, ne figure pas dans un groupe aussi facile... La Serbie-Monténégro, c'est-à-dire anciennement l'école yougoslave, et les Pays-Bas peuvent donner à l'Argentine du fil à retordre. Bien sûr, il ne faut pas oublier non plus la Côte-d'Ivoire. Cela signifie que le groupe de sélection qui présente le plus de difficultés semble bien être celui de l'Argentine. Un accident survenant à ce stade du jeu, pourrait créer la surprise quant à l'adversaire du Brésil en finale. Autrement dit, à vous d'aller voir où se trouve la clé du mystère...

** Kemal Belgin, Journaliste et Enseignant à l'Université de Marmara*

Nilüfer, une des plus belles voix de Turquie

Déjà connue, et reconnue, pour sa voix chaude et puissante et ses interprétations magistrales, Nilüfer s'essaie, sur son dernier album « Karar Verdim », à l'écriture et à la composition. La réussite de cette chanteuse, désormais parolière, s'appuie sur deux grands principes : la discipline et l'ouverture.



un 45 tours puis, ayant eu la chance de faire des choix judicieux, je suis arrivée jusqu'à aujourd'hui, en suivant un parcours privilégiant mon travail en Turquie, avec des professionnels très sérieux. La musique est le langage

commun le plus important qui relie les gens. La Turquie a aimé ma voix et mes chansons. Grâce à un travail rigoureux et parce que j'aime beaucoup chanter, j'ai réussi à placer la musique et la chanson au centre de ma vie. C'est devenu un mode de vie pour moi. Je pense que cela constitue l'un des principaux éléments qui m'ont permis d'arriver jusqu'ici. Depuis des années, le monde de la musique me reconnaissait en tant qu'interprète mais je n'écrivais pas moi-même mes chansons. Certains voyaient cela comme un manque, et je sais que c'était critiqué. Dans mon nouvel album, six chansons ont été écrites par moi et je pense avoir comblé, ce faisant, le manque qui existait.

En Turquie comme ailleurs, on est désormais très vite démodé. À votre avis, de quoi dépend la réussite ? Suffit-il d'avoir une belle voix ? Est-ce que vous suivez une stratégie particulière pour réussir ?

Une personne qui veut faire carrière dans le chant doit avoir du talent et posséder les techniques de base et avoir également une belle voix... En dehors de cela, ce qui importe, ce sont le sens de la discipline, les voies choisies, les décisions prises, les bonnes chansons, travailler avec les bonnes personnes, et avoir un mode de vie équilibré, car c'est vraiment une route semée

d'embûches et pleine de stress. C'est pourquoi il faut prendre soin de soi.

Est-ce que vous suivez les tendances musicales d'Amérique et d'Europe ? Qui écoutez-vous ?

Bien sûr je me tiens au courant de ce qui se passe dans le monde et, même si je ne suis pas de très près ce qui se fait, j'écoute régulièrement les nouveautés venues d'ailleurs. Je m'informe des tendances du moment en écoutant toutes les productions récentes, même très différentes les unes des autres. Autrement dit, il n'y a pas de musicien ou de chanteur que j'écoute en particulier, de manière constante. Par exemple, j'aime autant écouter Alanis Morissette, que Lara Fabian. J'aime aussi suivre, notamment, les tendances de la musique grecque. En effet, certains interprètes de cette musique sont très proches de nous dans leur style musical. Je prends le même plaisir à écouter de la musique espagnole qu'un chanteur comme Sting.

La musique faite en Turquie c'est surtout de la pop music. Même si ce n'est pas encore vraiment durable, c'est-à-dire si la musique pop ne présente pas vraiment un caractère achevé et stable, elle s'inspire un peu de la musique méditerranéenne et des productions musicales influencées par des pays comme la Grèce, l'Espagne, la France et Israël voient le jour. Nous pouvons également observer en Turquie une tendance de la musique pop à s'inspirer de la musique turque traditionnelle et classique, et même parfois de la musique arabe.

On peut désormais facilement télécharger et écouter des

chansons avec Internet. Si l'on considère la baisse générale des ventes d'albums, que va-t-il se produire dans l'avenir à votre avis ?

Je pense que le secteur de la musique est entré dans une ère défavorable, en Turquie comme dans le reste du monde. La Turquie est particulièrement influencée par ces nouvelles technologies. La chute vertigineuse des ventes d'albums a mis le secteur de la musique dans une situation très délicate, secteur qui n'occupait déjà qu'une petite part de marché en Turquie. Les autres pays, les États-Unis par exemple, sont privilégiés par rapport à nous car leurs productions s'exportent très abondamment. L'album d'une star peut être vendu à des millions d'exemplaires à travers le monde. Je ne sais donc pas s'ils sont aussi atteints que nous, mais la situation actuelle en Turquie est vraiment difficile et je ne sais pas ce qui nous attend. Je pense que nous nous dirigeons vers un autre type de vente des chansons. Au lieu de réaliser un album et d'attendre un an et demi, voire deux ans, les interprètes, les artistes vont faire une chanson et la soumettre directement à la vente sur Internet ou dans les magasins de musique. Je sais qu'actuellement certains travaillent dans ce sens.

